

CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement flamand du 4 décembre 1991 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 janvier 1994, est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année scolaire 1994-1995, à l'exception de l'article 7, qui entre en vigueur le 1^{er} octobre 1995.

Art. 9. Le Ministre flamand, compétent en matière d'enseignement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 2610

[S-Mac — 29323]

6 JUIN 1994

Décret fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique :

1° aux membres subventionnés des catégories du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel social, paramédical et psychologique des établissements officiels subventionnés d'enseignement maternel, primaire, spécial, secondaire, supérieur de type court, artistique et des homes pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, qui exercent leur fonction dans l'enseignement de plein exercice y compris l'enseignement à horaire réduit ou dans l'enseignement de promotion sociale, ou dans l'enseignement artistique à horaire réduit, à l'exclusion des membres de ces personnels qui ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française, sauf pour ce qui est dit à l'article 24, § 3, alinéa 1^{er};

2° aux pouvoirs organisateurs de ces établissements d'enseignement.

Les maîtres et professeurs de religion ne sont pas régis par le présent décret.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, les titres de capacité qui sont déterminés en exécution de l'article 12*bis*, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, de l'article 15, 5°, de la loi sur l'enseignement artistique du 14 mai 1955 et l'article 22*bis* de la loi du 11 juillet 1973 modifiant celle du 29 mai 1959 précitée, et des articles 10 et 17, § 4, de la loi du 17 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, peuvent être des diplômes, des certificats, des brevets, des attestations, des années d'expérience utile ou une notoriété professionnelle, scientifique ou artistique.

Art. 3. L'expérience utile est constituée par les services accomplis soit dans l'enseignement, soit dans un autre service des secteurs privé ou public. L'exercice d'une activité indépendante est prise en compte au même titre.

Le Gouvernement décide si l'expérience utile a contribué à assurer la formation requise pour la fonction à conférer.

L'expérience utile est prouvée suivant les règles fixées par l'arrêté ministériel du 12 avril 1969 pris en exécution de l'article 3 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat.

Art. 4. Pour l'application du présent décret :

1° on entend par « emploi vacant », l'emploi créé par le pouvoir organisateur, qui n'est pas attribué à un membre du personnel nommé à titre définitif au sens du présent décret, qui est admissible au régime des subventions de la Communauté et pour lequel une demande de subvention-traitement a été introduite;

2° les fonctions exercées par les membres du personnel visés à l'article 1^{er} sont classées en fonctions de recrutement, en fonctions de sélection ou en fonctions de promotion telles que fixées et classées pour les mêmes catégories de personnel de l'enseignement de la Communauté, à l'exception des fonctions de sélection du personnel enseignant dans l'enseignement normal moyen et dans l'enseignement normal technique moyen, qui sont classées en fonctions de recrutement;

3° les notions de « fonction principale » et de « fonction accessoire » sont définies par référence à l'arrêté royal du 15 avril 1958 fixant le statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique et à l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture;

4° on entend par règles complémentaires de la commission paritaire compétente, les règles qui sont fixées en complément au présent décret par les commissions paritaires visées à l'article 85;

(1) *Session 1993-1994.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 156-1 — Rapport, n° 156-2. — Amendements, n° 156-3 à 5

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 mai 1994

5° les délais se calculent comme suit

- a) le jour qui en constitue le point de départ n'est pas compris;
- b) le jour de l'échéance est compté dans le délai;
- c) toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche, un jour férié légal ou les jours de fête de ou dans la Communauté française, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

CHAPITRE II. — Devoirs et incompatibilités

Section 1re. — Devoirs

Art. 5. Le présent chapitre s'applique aux membres du personnel désignés à titre temporaire et nommés à titre définitif

Art. 6. Les membres du personnel doivent, en toutes circonstances, avoir le souci constant des intérêts de l'enseignement du pouvoir organisateur où ils exercent leurs fonctions.

Art. 7. Dans l'exercice de leur fonction, les membres du personnel accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements, par les règles complémentaires des commissions paritaires et par l'acte de désignation.

Art. 8. Les membres du personnel sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs relations avec les parents des élèves et toute autre personne étrangère au service.

Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Art. 9. Ils ne peuvent exposer les élèves ou étudiants à des actes de propagande politique, religieuse ou philosophique, ou de publicité commerciale.

Art. 10. Les membres du personnel doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, par les règles complémentaires de la commission paritaire compétente et par leur acte de désignation, les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements où ils exercent leurs fonctions.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable du pouvoir organisateur ou de son représentant.

Art. 11. Les membres du personnel ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 12. Les membres du personnel ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais à raison de celles-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques

Art. 13. Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution, les lois du peuple belge qui poursuivent la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Art. 14. Les membres du personnel doivent respecter les obligations, fixées par écrit dans l'acte de désignation, qui découlent du caractère spécifique du projet éducatif du pouvoir organisateur auprès duquel ils exercent leurs fonctions.

Section 2. — Incompatibilités

Art. 15. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel d'un établissement de l'enseignement officiel subventionné, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs qui découlent du caractère spécifique du projet éducatif de ce pouvoir organisateur ou qui serait contraire à la dignité de la fonction.

Les incompatibilités visées à l'alinéa 1er sont indiquées dans tout acte de désignation ou de nomination.

Art. 16. En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité mentionnée à l'article 15, le pouvoir organisateur ou le membre du personnel peut demander l'avis de la commission paritaire locale.

L'avis est donné dans les trente jours.

Art. 17. La Chambre de recours instituée par l'article 75 connaît des recours introduits en matière d'incompatibilités.

Lorsque l'avis demandé à la commission paritaire a été obtenu, ou à l'expiration du délai de 30 jours visé à l'article 16, alinéa 2, le membre du personnel ou le pouvoir organisateur saisit la Chambre de recours qui se prononce par voie d'avis.

La décision finale du pouvoir organisateur se conforme à l'avis visé à l'alinéa 2.

CHAPITRE III. — Recrutement

Section 1re. — Dispositions générales

Art. 18. Les fonctions de recrutement peuvent être exercées par les membres du personnel désignés à titre temporaire ou nommés à titre définitif

Art. 19. Lors de sa première désignation dans l'enseignement, le membre du personnel prête serment suivant les règles fixées par le Gouvernement en exécution de l'article 28, 5° de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Section 2. — Désignation à titre temporaire et personnel temporaire

Art. 20. § 1er Nul ne peut être désigné à titre temporaire par un pouvoir organisateur dans une fonction de recrutement s'il ne remplit, au moment de la désignation, les conditions suivantes

1° sauf dérogation fixée par le Gouvernement, être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de la Communauté européenne;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un titre de capacité prévu à l'article 2.

4° remettre, lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des élèves et des autres membres du personnel.

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° être de conduite irréprochable;

7° satisfaire aux lois sur la milice.

§ 2. Le pouvoir organisateur ne peut procéder à la désignation d'un membre du personnel temporaire qu'après avoir respecté la réglementation relative à la mise en disponibilité par défaut d'emploi et à la réaffectation.

Art. 21. Chaque désignation dans une fonction de recrutement est faite par écrit et mentionne au moins

1° l'identité du pouvoir organisateur;

2° l'identité du membre du personnel;

3° la fonction à exercer ainsi que les caractéristiques et le volume de la charge;

4° si l'emploi est vacant ou non et, dans ce dernier cas, le nom du titulaire de l'emploi et, le cas échéant, celui de son remplaçant temporaire;

5° le cas échéant, les obligations complémentaires visées aux articles 7 et 14 ainsi que les incompatibilités visées à l'article 15;

6° la date d'entrée en service;

7° la date à laquelle la désignation prend fin. Cette date correspond, au plus tard, à la fin de l'année scolaire en cours.

Au moment de la désignation, le pouvoir organisateur délivre au temporaire un acte écrit reprenant les mentions prévues à l'alinéa 1er. En l'absence d'écrit, le membre du personnel est réputé être désigné dans la fonction, la charge et l'emploi qu'il occupe effectivement.

Art. 22. Une désignation à titre temporaire dans une fonction de recrutement prend fin d'office pour l'ensemble ou pour une partie de la charge :

1° au moment du retour du titulaire de l'emploi ou du membre du personnel qui le remplace temporairement;

2° au moment où l'emploi du membre du personnel temporaire est attribué totalement ou partiellement à un autre membre du personnel, soit :

a) par application de la réglementation relative à la mise en disponibilité par défaut d'emploi et à la réaffectation;

b) par application de l'article 29, § 1er;

c) par application de l'article 29, § 2;

d) par nomination définitive;

e) par attribution de l'emploi devenu définitivement vacant à un temporaire prioritaire.

3° à partir de la date de réception de la dépêche par laquelle la Communauté française qui octroie la subventionnement communique que la fonction exercée ne peut plus être subventionnée entièrement ou partiellement;

4° au terme indiqué dans l'acte de désignation et, au plus tard, à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle la désignation a été faite;

5° à partir de la réception de l'avis de l'Office médico-social de l'Etat déclarant le membre du personnel temporaire définitivement inapte.

Une désignation à titre temporaire dans une fonction de recrutement prend également fin pour l'ensemble ou pour une partie de la charge, soit moyennant préavis donné conformément aux articles 25, 26 et 27, soit de commun accord, soit en application de l'article 25, § 2.

Art. 23. A l'issue de toute période d'activité, le pouvoir organisateur remet au membre du personnel temporaire une attestation mentionnant les services accomplis par fonction exercée, avec dates de début et de fin, ainsi que la nature de la fonction et le taux d'occupation de l'emploi.

Art. 24. § 1er. Pour toute désignation en qualité de membre du personnel temporaire, dans une fonction pour laquelle il possède le titre de capacité prévu à l'article 2, est prioritaire dans un pouvoir organisateur et entre dans un classement au sein de ce pouvoir organisateur, le membre du personnel qui peut faire valoir 360 jours de service effectivement accomplis dans une fonction de la catégorie en cause en fonction principale auprès de ce pouvoir organisateur et répartis sur deux années scolaires au moins et acquis au cours des cinq dernières années scolaires.

Dans l'enseignement fondamental, par dérogation à l'article 1er, le membre du personnel doit être porteur du titre d'instituteur(trice) primaire.

Les désignations se font dans le respect du classement. Celui-ci est établi sur base du nombre de jours d'ancienneté de service calculé conformément à l'article 34.

§ 2. Sauf dans l'enseignement préscolaire et primaire, tout membre du personnel nommé à titre définitif qui souhaite accéder à une autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède un titre jugé suffisant du groupe A figurera, à sa demande, dans le classement des prioritaires.

§ 3. Après épuisement de la liste des candidats prioritaires visés au § 1er, et suivant des modalités fixées par les commissions paritaires locales, le pouvoir organisateur est tenu d'offrir aux membres du personnel engagés dans un emploi non-subventionné, tout emploi subventionné de la même fonction, pour autant qu'ils soient porteurs du titre de capacité visé à l'article 2 et qu'ils aient acquis dans l'exercice d'un emploi non-subventionné une ancienneté comparable aux prioritaires visés au § 1er.

Après achèvement des procédures prévues à l'alinéa 1er, le pouvoir organisateur choisit parmi les candidats quand plusieurs candidats dans le groupe non prioritaire se présentent pour la même fonction.

§ 4. Après épuisement des éventuelles procédures de recours, les services auxquels il est mis fin par un licenciement ne sont pas pris en considération pour le calcul des 360 jours de service visés au § 1er auprès du pouvoir organisateur qui a mis fin aux fonctions, sauf si celui-ci réengage le membre du personnel licencié.

§ 5. La priorité visée au § 1er et au § 3, alinéa 1er est valable pour tous les emplois qui sont vacants ainsi que pour des emplois qui ne sont pas vacants et dont le titulaire ou le membre du personnel qui le remplace temporairement, doit être remplacé pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines.

§ 6. Les candidats visés au § 1er, alinéa 1er, et au § 3, alinéa 1er qui souhaitent faire usage de leur droit de priorité, doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature par lettre recommandée, avant le 31 mai, auprès du pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité. Cette lettre mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature.

§ 7. L'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante. Le candidat qui n'accepte pas l'emploi qui lui est offert conformément aux règles de priorité perd sa priorité pour un emploi de la même fonction pendant l'année scolaire en cours, sauf s'il peut faire valoir des motifs admis par les commissions paritaires locales.

§ 8. L'ancienneté visée au § 1er est calculée au dernier jour de l'année scolaire ou académique selon les modalités prévues à l'article 34.

§ 9. Sur simple demande des candidats, et contre remboursement des frais d'envoi, l'administration compétente du département procure la liste des écoles ou établissements subventionnés avec mention du pouvoir organisateur qui les organise, par province et par niveau et forme d'enseignement.

Le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés, suivant les modalités fixées par les commissions paritaires locales.

Art. 25. § 1er. Le pouvoir organisateur peut licencier un membre du personnel désigné à titre temporaire aux conditions suivantes :

1° Le membre du personnel non prioritaire peut être licencié moyennant préavis d'une durée de quinze jours.

Ce licenciement est motivé, sous peine de nullité.

Le membre du personnel temporaire mis en préavis, peut dans les dix jours de la notification du préavis, introduire un recours contre la décision de licenciement auprès de la Chambre de recours compétente.

Cette commission transmet un avis au pouvoir organisateur dans un délai maximum de 45 jours à partir de la date de réception du recours.

La décision est prise par le pouvoir organisateur dans les trente jours de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

2° S'il est temporaire prioritaire au sens de l'article 24, § 1er, la même procédure que celle prévue au § 1er est appliquée, mais l'avis de la Chambre de recours lie le pouvoir organisateur.

§ 2. Le pouvoir organisateur peut licencier tout membre du personnel engagé à titre temporaire sans préavis, pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et son pouvoir organisateur.

Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le pouvoir organisateur convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours et au plus tard dix jours après l'envoi de la convocation.

Si après l'audition, le pouvoir organisateur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il peut procéder dans les trois jours qui suivent l'audition au licenciement.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés.

Il est notifié au membre du personnel, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi par les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative.

Art. 26. Le membre du personnel désigné à titre temporaire peut démissionner. Si cette démission n'est pas acceptée par le pouvoir organisateur, elle est donnée moyennant un préavis de huit jours.

Art. 27. La décision de licencier est notifiée par le pouvoir organisateur au membre du personnel. Dans le cas d'une cessation volontaire des fonctions, le temporaire notifie au pouvoir organisateur sa décision de démissionner.

A défaut de notification, de telles décisions sont considérées comme non avenues.

Cette notification est faite par la remise en main propre d'un document écrit, ou par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, ou encore par exploit d'huissier.

La signature apposée par celui auquel le document écrit a été remis en main propre atteste seulement qu'il accuse réception de ce document.

Si la notification est faite par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant celui où elle a été expédiée.

L'écrit indique la date du début du préavis, qui ne peut être antérieure à la date de remise en main propre du document, et la durée de celui-ci: s'il s'agit d'une démission acceptée, il indique la date à partir de laquelle elle produit ses effets.

Section 3. — Nomination définitive et affectation

Art. 28. Le pouvoir organisateur procède à une nomination à titre définitif dans un emploi vacant d'une fonction de recrutement sauf :

1° s'il est tenu, en vertu de la réglementation relative à la mise en disponibilité par défaut d'emploi et à la réaffectation, d'attribuer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité;

2° s'il a déjà attribué l'emploi par voie de mutation ou de changement d'affectation conformément aux dispositions prévues à l'article 29.

Art. 29. § 1er. Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer peut accepter la mutation d'un membre du personnel d'un autre pouvoir organisateur, si aucun des membres de son personnel n'est prioritaire.

Le membre du personnel concerné doit en faire la demande et obtenir l'accord de son pouvoir organisateur.

Nul ne peut être muté dans un emploi d'une fonction de recrutement s'il n'est nommé à titre définitif dans la fonction de recrutement à laquelle appartient l'emploi vacant.

Le pouvoir organisateur doit nommer à titre définitif le membre du personnel au moment où s'opère la mutation, quelle qu'en soit la date.

Le membre du personnel muté doit démissionner dans le pouvoir organisateur qu'il quitte pour la charge qu'il y exerce et pour laquelle il a demandé la mutation.

Le passage d'un pouvoir organisateur à un autre doit s'effectuer sans interruption.

Les modalités des mutations sont, pour le surplus, fixées par la commission paritaire locale constituée au sein du pouvoir organisateur qui accueille l'agent.

§ 2. Le pouvoir organisateur peut également accorder un changement d'affectation à l'un des membres de son personnel.

Ce changement d'affectation ne peut se faire que si le membre du personnel est nommé à titre définitif au sein du pouvoir organisateur dans la fonction à laquelle appartient l'emploi vacant.

Le passage d'un établissement à un autre doit se faire sans interruption.

Les modalités des changements d'affectation sont, pour le surplus, fixées par les commissions paritaires locales.

Art. 30. Sous réserve des conditions de nomination en application dans l'enseignement supérieur de type court, nul ne peut être nommé à titre définitif s'il ne remplit pas, au moment de la nomination définitive, les conditions suivantes :

1° sauf dérogation fixée par le Gouvernement, être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de la Communauté européenne;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre de capacité prévu à l'article 2 et qui lui donne, sans limitation de durée, accès à l'exercice de la fonction à titre définitif;

6° posséder les aptitudes physiques fixées par le Gouvernement pour la nomination à titre définitif des membres du personnel dans l'enseignement de la Communauté;

7° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

8° être classé comme prioritaire suivant les modalités fixées à l'article 24, § 1er, alinéa 1er;

9° compter 600 jours d'ancienneté de service dont 240 jours dans la fonction considérée, à l'exception des membres du personnel visés à l'article 33, alinéa 2;

10° occuper l'emploi en fonction principale;

11° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats;

12° faire l'objet, à l'issue de la période mentionnée au 9°, d'un rapport de service favorable de la part du chef d'établissement ou d'un délégué pédagogique du pouvoir organisateur;

13° ne pas avoir dépassé la limite d'âge de 55 ans, sauf dispense accordée par le Gouvernement.

Le cas échéant, cette limite d'âge visée à l'alinéa 1er, 13° peut être relevée du nombre d'années que l'intéressé peut faire valoir pour l'ouverture du droit pour une pension à charge du Trésor public.

Le candidat à une nomination définitive est réputé satisfait à la condition énoncée à l'alinéa 1er, 12°, aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le chef d'établissement ou par le délégué pédagogique du pouvoir organisateur.

Le rapport est soumis au visa de l'intéressé.

En cas de rapport défavorable, l'intéressé peut introduire un recours auprès de la Commission paritaire locale, selon des modalités qu'elle détermine.

Art. 31. Chaque année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur fait un appel aux candidats à la nomination définitive.

Sont à conférer à titre définitif les emplois vacants au 1er février qui précède l'appel aux candidats, pourvu que ces emplois demeurent vacants le 1er octobre suivant.

L'avis qui indique le classement des temporaires, la fonction à conférer, le volume des prestations des emplois offerts, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites, est communiqué à tous les membres temporaires du personnel qui sont au service du pouvoir organisateur et qui figurent au classement des prioritaires.

Les nominations définitives opèrent leurs effets le 1er novembre, uniquement dans les emplois visés à l'alinéa 2 qui sont encore vacants à cette date.

Toutefois, dans l'enseignement préscolaire et primaire, les nominations définitives dans les emplois vacants sont effectuées chaque année, avec effet au 1er octobre, lors de la première réunion du pouvoir organisateur qui suit la réception de la dépêche ministérielle fixant le nombre d'emplois subventionnés pour l'année scolaire en cours.

L'obligation de nommer ne s'impose au pouvoir organisateur que si le membre du personnel a fait acte de candidature et remplit les conditions prévues au présent décret.

L'ordre dans lequel le pouvoir organisateur procède aux nominations à titre définitif est déterminé par l'ancienneté des candidats calculée conformément à l'article 34.

Art. 32. La nomination définitive, la mutation et le changement d'affectation ne sont pas permis dans un emploi d'un établissement, d'une section, d'une implantation, d'un degré, d'un cycle ou d'une autre subdivision qui, en application des règles de rationalisation est en voie de fermeture progressive ou qui ne peut être subventionné que pour une période limitée en vertu d'une décision du Gouvernement.

Art. 33. La personne qui pose sa candidature à la nomination définitive dans différents emplois introduit une candidature séparée pour chaque emploi.

Le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction, qui souhaite être affecté définitivement au sein du même pouvoir organisateur dans un emploi vacant d'une autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède le titre requis, doit répondre à l'appel à la nomination définitive dans cette autre fonction. L'emploi est attribué à titre définitif au membre du personnel qui compte l'ancienneté la plus élevée, calculée conformément à l'article 34.

Art. 34. Pour le calcul de l'ancienneté visée à la présente section, sont seuls pris en considération les services accomplis et subventionnés à la fin de l'année scolaire ou académique en cours auprès du pouvoir organisateur, en fonction principale, et pour autant que le candidat porte le titre de capacité pour cette fonction, tel que prévu à l'article 2.

Le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et de printemps et les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse, et les congés exceptionnels prévus respectivement aux articles 5 et 5bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 14 janvier 1979 relatif aux congés de circonstances accordés à certains membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement de l'Etat.

En cas de changement de fonction, les jours acquis en qualité de définitif dans une fonction à prestations complètes se comptent du début à la fin d'une période ininterrompue d'activité de service, vacances d'hiver et de printemps, congés de maternité, d'accueil et de circonstance compris, comme indiqué à l'alinéa précédent.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié.

Le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

La durée des services que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser 300 jours par année scolaire, 300 jours constituant une année d'ancienneté.

Art. 35. En cas de licenciement, un membre du personnel désigné à titre temporaire perd la priorité acquise auprès du pouvoir organisateur concerné. Il la recouvre néanmoins s'il est engagé à nouveau par ce pouvoir organisateur.

Section 4. — Reprise d'un établissement d'enseignement d'un autre pouvoir organisateur

Art. 36. § 1er. En cas de reprise par un pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné d'un établissement ou d'une partie d'établissement d'enseignement officiel organisé par la Communauté française ou par un autre pouvoir public, les dispositions suivantes sont d'application :

1° Les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de recrutement et de sélection et en fonction au moment de la reprise acquièrent d'office la qualité de membre du personnel définitif dans les fonctions correspondantes au sein du pouvoir organisateur qui reprend.

2° Les membres du personnel qui, au moment de la reprise, exercent à titre définitif une fonction de promotion sont nommés à une des fonctions de recrutement donnant accès à cette fonction de promotion.

3° Les services effectifs rendus avant la reprise par les membres du personnel visés au 1° et 2° sont assimilés à des services effectifs rendus en qualité de membre du personnel du pouvoir organisateur qui reprend.

La convention de reprise à conclure entre les pouvoirs organisateurs concernés peut fixer des règles complémentaires aux dispositions énoncées ci-dessus et préciser, s'il échet, des conditions de reprise pour les membres du personnel désignés à titre temporaire. Ces règles complémentaires seront préparées au sein de la commission paritaire locale relevant du pouvoir organisateur qui reprend.

§ 2. Les conditions de reprise par un pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné d'un établissement ou d'une partie d'établissement d'enseignement libre subventionné seront fixées aux termes d'une convention à conclure entre les pouvoirs organisateurs concernés. Les règles précitées seront préparées au sein de la commission paritaire locale du pouvoir organisateur qui reprend.

CHAPITRE IV. — Fonctions de sélection

Art. 37. Un pouvoir organisateur procède à une nomination à titre définitif dans un emploi vacant d'une fonction de sélection sauf :

1° s'il est tenu, en vertu de la réglementation relative à la mise en disponibilité par défaut d'emploi et à la réaffectation, d'attribuer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité;

2° s'il a déjà attribué l'emploi par changement d'affectation conformément aux dispositions prévues à l'article 38.

Art. 38. Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer peut accorder un changement d'affectation à l'un de ses membres du personnel titulaire de la fonction de sélection à laquelle appartient l'emploi vacant. Le changement d'affectation ne peut s'opérer que dans les conditions fixées à l'article 29, § 2.

Art. 39. Les nominations ou changements d'affectation ne sont pas permis dans un emploi faisant partie d'un établissement, d'une section, d'une implantation, d'un degré, d'un cycle ou d'une autre subdivision qui, en application des règles de rationalisation, est en voie de fermeture progressive ou qui ne peut être subventionné que pour une période limitée.

Art. 40. Nul ne peut être nommé à une fonction de sélection s'il ne répond, au moment de la nomination, aux conditions suivantes :

1° avoir acquis une ancienneté de service de six ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 34;

2° être nommé à titre définitif dans une de ces fonctions depuis deux ans au moins;

3° exercer une fonction à prestations complètes dans un établissement dépendant du même pouvoir organisateur;

4° être porteur d'un titre de capacité prévu par la réglementation mentionnée à l'article 2 et déterminé par le Gouvernement pour la fonction de recrutement qui appartient à la même catégorie et au même niveau d'enseignement que la fonction de sélection à conférer;

5° répondre à un appel dont la forme sera déterminée par la commission paritaire locale;

6° avoir suivi au préalable une formation spécifique, sanctionnée par un certificat de fréquentation.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1er, 1° et 2°, un pouvoir organisateur peut, en cas de reprise d'un établissement ou d'une partie d'établissement d'un autre pouvoir organisateur, appartenant ou non au même réseau, prendre en considération les services qui y ont été accomplis.

Art. 41. Nul ne peut être nommé dans une fonction de sélection si l'emploi de cette fonction n'est pas occupé en fonction principale.

Art. 42. § 1er. Une fonction de sélection peut être confiée temporairement :

1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent;

2° dans l'hypothèse visée à l'article 39;

3° dans l'attente d'une nomination définitive.

Pendant cette période le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé définitivement.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1er, 3°, le membre du personnel est au plus tard deux ans après sa désignation nommé définitivement dans la fonction de sélection s'il répond à ce moment à toutes les conditions de l'article 40 et si le pouvoir organisateur ne l'en a pas déchargé.

§ 2. Le pouvoir organisateur ne peut procéder à une désignation à titre temporaire dans un emploi d'une fonction de sélection s'il est tenu, par les dispositions relatives à la réaffectation de conférer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 3. Le membre du personnel désigné temporairement dans une fonction de sélection doit remplir les conditions fixées à l'article 40, alinéa 1er. Toutefois, pour toute désignation d'une durée initialement prévue égale ou inférieure à quinze semaines, la condition visée à l'article 40, alinéa 1er, 5°, n'est pas exigée.

§ 4. A défaut de pouvoir conférer l'emploi conformément au § 3, le pouvoir organisateur peut recruter un membre du personnel temporaire titulaire du titre de capacité pour exercer la fonction de sélection.

§ 5. Une désignation temporaire dans un emploi de sélection prend fin pour la totalité ou pour une partie de la charge soit de commun accord, soit par décision du pouvoir organisateur ou par application de l'article 22, alinéa 1er. Toutefois la fin de l'année scolaire est sans incidence sur la désignation temporaire dans un emploi de fonction de sélection.

§ 6. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier à un membre de son personnel l'exercice à titre temporaire d'une fonction de sélection peut faire appel à un membre du personnel relevant d'un autre pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné.

Art. 43. Toute désignation dans un emploi de sélection est établie par écrit conformément aux dispositions de l'article 21 à l'exception du 7°.

Art. 44. En cas d'absence de candidat remplissant les conditions d'accès à une fonction de sélection, le pouvoir organisateur peut différer la nomination jusqu'à ce qu'un candidat remplisse les conditions exigées.

En cas d'application de l'article 42, § 4, il sera réputé remplir la condition exigée à l'article 40, alinéa 1er, 1° et 2°, à l'expiration d'une période de six années.

CHAPITRE V. — *Fonctions de promotion*

Art. 45. Un pouvoir organisateur procède à une nomination à titre définitif dans un emploi vacant d'une fonction de promotion sauf :

1° s'il est tenu, en vertu de la réglementation relative à la mise en disponibilité par défaut d'emploi et à la réaffectation, d'attribuer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité;

2° s'il a déjà attribué l'emploi par changement d'affectation conformément aux dispositions prévues à l'article 46.

Art. 46. Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer peut accorder un changement d'affectation à l'un des membres de son personnel titulaire de la fonction de promotion à laquelle appartient l'emploi vacant. Le changement d'affectation ne peut s'opérer que dans les conditions fixées à l'article 29, § 2.

Art. 47. Les nominations ou changements d'affectation ne sont pas permis dans un emploi faisant partie d'un établissement, d'une section, d'une implantation, d'un degré, d'un cycle ou d'une autre subdivision qui, en application des règles de rationalisation, est en fermeture progressive ou qui ne peut être subventionné que pour une période limitée.

Art. 48. La nomination à une fonction de promotion ne peut intervenir que si l'emploi est occupé en fonction principale.

Art. 49. Nul ne peut être nommé à une fonction de promotion s'il ne répond au moment de la nomination aux conditions suivantes :

1° être titulaire à titre définitif, depuis 6 ans au moins dans l'enseignement subventionné du même pouvoir organisateur, d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause;

2° exercer dans l'enseignement dépendant du pouvoir organisateur considéré, une fonction comportant des prestations complètes;

3° être porteur d'un titre de capacité prévu à l'article 2 et déterminé par le Gouvernement pour la fonction de recrutement qui appartient à la même catégorie et au même niveau d'enseignement que la fonction de promotion à conférer;

4° répondre à un appel dont la forme sera déterminée par la commission paritaire locale;

5° avoir suivi au préalable une formation spécifique, sanctionnée par un certificat de fréquentation.

Art. 50. § 1er. Une fonction de promotion peut être confiée temporairement :

1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent,

2° dans l'hypothèse visée à l'article 47;

3° dans l'attente d'une nomination définitive.

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé définitivement.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1er, 3^o, et au plus tard au terme d'un délai de deux ans, le membre du personnel est nommé définitivement dans la fonction de promotion s'il répond à ce moment à toutes les conditions de l'article 49 et si le pouvoir organisateur ne l'en a pas déchargé.

§ 2. Le pouvoir organisateur ne peut procéder à une désignation à titre temporaire dans un emploi d'une fonction de promotion s'il est tenu, par les dispositions relatives à la réaffectation de conférer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 3. Sans préjudice de la disposition du § 1er, alinéa 2, le membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de promotion doit remplir les conditions fixées par l'article 49.

Toutefois, pour toute désignation d'une durée initialement prévue égale ou inférieure à quinze semaines, la condition visée à l'article 49, 4^o, n'est pas exigée.

§ 4. A défaut de pouvoir conférer l'emploi conformément au § 3, le pouvoir organisateur peut recruter un membre du personnel temporaire titulaire du titre de capacité pour exercer la fonction de promotion.

§ 5. Dans les écoles maternelles ou primaires à classe unique, ainsi que dans les écoles fondamentales comportant une seule classe du niveau de l'enseignement primaire, le membre du personnel recruté sur base du § 4 est présumé exercer la fonction de recrutement d'instituteur maternel ou primaire. Il peut bénéficier d'une nomination à titre définitif dans cette fonction de recrutement dès qu'il répond aux conditions exigées à l'article 30. Il pourra prétendre à une nomination à titre définitif dans la fonction de promotion correspondante dès qu'il remplira les conditions précisées à l'article 49, 1^o.

§ 6. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier à un membre de son personnel l'exercice à titre temporaire d'une fonction de promotion peut faire appel à un membre du personnel relevant d'un autre pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné.

§ 7. Une désignation temporaire dans un emploi de promotion prend fin soit de commun accord, soit par décision du pouvoir organisateur ou par application de l'article 22, alinéa 1er. Toutefois, la fin de l'année scolaire est sans incidence sur la désignation temporaire dans un emploi de fonction de promotion.

Art. 51. Toute désignation à titre temporaire dans un emploi de promotion est établie par écrit, en reprenant les mentions de l'article 21, à l'exception du 7^o.

Art. 52. En cas d'absence de candidat remplissant les conditions d'accès à une fonction de promotion, le pouvoir organisateur peut différer la nomination jusqu'à ce qu'un candidat remplisse les conditions exigées.

En cas d'application de l'article 50, § 3, l'agent sera réputé remplir la condition exigée à l'article 49, alinéa 1er, 1^o, à l'expiration de la période de six années.

CHAPITRE VI. — Positions administratives

Section 1re. — Dispositions générales

Art. 53. Les positions administratives dans lesquelles peuvent se trouver les membres du personnel sont

- 1^o l'activité de service;
- 2^o la non-activité;
- 3^o la disponibilité.

Section 2. — Activité de service

Art. 54. Un membre du personnel est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Art. 55. Le membre du personnel en activité de service a droit à une subvention-traitement et à l'avancement de traitement dans les mêmes conditions que dans l'enseignement de la Communauté.

Le membre du personnel peut obtenir un congé du pouvoir organisateur, dans les mêmes conditions que dans l'enseignement de la Communauté française.

Tout congé pour lequel une décision du membre du Gouvernement compétent, ou de son délégué, est nécessaire pour pouvoir bénéficier du traitement dans l'enseignement de la Communauté, est soumis par le pouvoir organisateur à l'approbation de la même autorité.

Section 3. — Non-activité

Art. 56. Un membre du personnel est dans la position de non-activité dans les mêmes conditions que dans l'enseignement de la Communauté.

Section 4. — Mise en disponibilité

Art. 57. Un membre du personnel peut être mis en disponibilité par son pouvoir organisateur dans les mêmes conditions que dans l'enseignement de la Communauté, à l'exception de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service qui fait l'objet du chapitre XI.

Toute mise en disponibilité pour laquelle une décision du ministre compétent ou de son délégué est nécessaire en vue de l'octroi du traitement d'attente dans l'enseignement de la Communauté est soumise par le pouvoir organisateur à l'approbation de la même autorité.

CHAPITRE VII. — Cessation définitive des fonctions

Art. 58. Les membres du personnel désignés à titre temporaire et les membres du personnel nommés à titre définitif sont démis de leurs fonctions d'office et sans préavis

- 1^o s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes
 - a) sauf dérogation fixée par le Gouvernement être Belge ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne,
 - b) jouir des droits civils et politiques,
 - c) satisfaire aux lois sur la milice,

2° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

3° s'ils abandonnent leur emploi sans motif valable et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils se trouvent dans la situation où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

5° s'ils refusent, après épuisement de la procédure, de mettre fin à une occupation incompatible avec la qualité de membre du personnel d'un établissement d'enseignement officiel subventionné;

6° s'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir convenablement leurs fonctions;

7° si, rappelés en activité de service, ils refusent, sans motif valable, d'occuper l'emploi attribué par le pouvoir organisateur;

8° s'ils n'ont pas été désignés ou nommés à titre définitif de façon régulière; dans ces deux cas, les membres du personnel gardent les droits acquis liés à leur situation régulière précédente;

9° en cas de nomination à titre définitif dans une autre fonction au prorata des heures qui font l'objet de cette nouvelle nomination, à concurrence d'une fonction complète.

Art. 59. Pour les membres du personnel nommés à titre définitif, entraînent également la cessation définitive des fonctions :

1° la démission volontaire;

2° la mise à la retraite pour limite d'âge ou pour infirmité physique;

3° les peines disciplinaires de démission d'office et de révocation.

En cas de démission volontaire, le membre du personnel ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été autorisé ou après un préavis de quinze jours.

Lorsque la cessation définitive des fonctions entraîne l'application de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1991 portant dispositions sociales et diverses, la Communauté française verse à l'Office national de sécurité sociale les cotisations prévues dans cette disposition.

CHAPITRE VIII. — *Suspension préventive*

Art. 60. § 1er. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, le membre du personnel nommé à titre définitif peut être suspendu préventivement :

1° s'il fait l'objet de poursuites judiciaires;

2° dès qu'une procédure disciplinaire est engagée contre lui par le pouvoir organisateur;

3° lorsqu'il introduit un recours contre la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le pouvoir organisateur et est spécialement motivée.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Le pouvoir organisateur qui envisage de prendre une mesure de suspension préventive à l'égard d'un membre du personnel lui notifie cette intention, en indiquant les motifs, par lettre recommandée à la poste et accusé de réception. Cette lettre contient une invitation faite à l'intéressé de comparaître devant un ou plusieurs délégués du pouvoir organisateur à une date qui doit suivre de moins de quinze jours celle à laquelle la lettre recommandée lui a été adressée.

Le membre du personnel est déchargé de ses attributions dès réception de la lettre recommandée dont question ci-avant.

Toutefois ce dernier peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ dans les cas de flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable dans l'intérêt de l'enseignement que le membre du personnel ne soit plus présent à l'école.

Le membre du personnel peut se faire assister ou représenter à cette audition par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné en service ou à la retraite, ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative en vertu de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats relevant de ces autorités.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition et même si l'intéressé n'a pas été entendu en personne ou par son représentant, le pouvoir organisateur communique sa décision de suspension préventive.

A l'issue de l'audition, le pouvoir organisateur dispose d'un délai de trois jours ouvrables pour communiquer sa décision définitive au membre du personnel concerné.

Le défaut de comparution de l'intéressé ou de son représentant n'empêche pas la poursuite de la procédure.

§ 4. La suspension préventive a pour effet d'écartier un membre du personnel de ses fonctions. Elle ne peut excéder la durée d'un an et expirer après six mois si le pouvoir organisateur n'a formulé aucune proposition de peine disciplinaire dans ce délai.

Par ailleurs, la mesure de suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite par le pouvoir organisateur, tous les 3 mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée par lettre recommandée.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le pouvoir organisateur par lettre recommandée au moins 10 jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le pouvoir organisateur peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite ci-avant.

Par exception à l'alinéa 2, lorsque le membre du personnel fait l'objet de poursuites judiciaires ou lorsqu'il a introduit un recours contre la constatation d'une incompatibilité, la suspension préventive peut être prolongée jusqu'au terme des procédures.

Art. 61. Le traitement brut de tout membre du personnel suspendu préventivement qui fait l'objet de poursuites pénales ou d'une action disciplinaire en raison d'une faute grave, pour laquelle il y a, soit flagrant délit, soit des indices sérieux de culpabilité, est réduit de moitié sur décision motivée du pouvoir organisateur.

Cette décision ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant de l'allocation de chômage à laquelle le membre du personnel concerné pourrait prétendre s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 62. § 1er. La mesure de réduction de traitement prévue à l'article 61 est rapportée en même temps qu'il est mis fin à la suspension préventive, sauf si la décision sur l'action disciplinaire conduit à une suspension disciplinaire, à une mise en disponibilité par mesure disciplinaire, à une démission d'office ou à une révocation, ou si la décision prise suite au recours prévu à l'article 17 donne lieu à une cessation définitive des fonctions.

Lorsque la réduction de traitement est rapportée, le membre du personnel qui en a fait l'objet perçoit le complément de subvention traitement afférent à la période de suspension.

Le pouvoir organisateur verse à la Communauté le montant de ce complément.

§ 2. Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Art. 63. La suspension préventive est portée à la connaissance du Gouvernement afin d'assurer l'exécution immédiate de cette mesure.

CHAPITRE IX. — Régime disciplinaire

Art. 64. La hiérarchie des peines disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel nommés à titre définitif est la suivante :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° le blâme;
- 3° la retenue sur traitement;
- 4° la suspension par mesure disciplinaire;
- 5° la rétrogradation;
- 6° la mise en disponibilité par mesure disciplinaire;
- 7° la démission d'office;
- 8° la révocation.

Art. 65. § 1er. Sauf les précisions apportées par le présent article, les peines disciplinaires sont prononcées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Dans les établissements relevant de l'enseignement communal, le collège des bourgmestre et échevins a le pouvoir de prononcer les peines suivantes : le rappel à l'ordre, le blâme, la retenue sur traitement et la suspension par mesure disciplinaire pour une durée qui ne pourra excéder un mois.

Dans les établissements relevant de l'enseignement provincial, la députation permanente a le pouvoir de prononcer les mêmes peines.

§ 2. La décision d'infliger une peine disciplinaire est notifiée au membre du personnel qui peut, dans un délai de 20 jours à compter de la notification, exercer un recours auprès de la chambre de recours compétente, visée à l'article 75.

Le recours suspend la procédure.

Sauf dans les cas de poursuites pénales, la chambre de recours donne un avis motivé dans les quarante jours qui suivent la réception du recours introduit par le membre du personnel.

§ 3. La décision définitive est prise par l'autorité habilitée à prononcer la peine dans le mois qui suit la réception de l'avis.

Elle reproduit l'avis motivé de la chambre de recours. Elle est, elle-même, motivée si elle s'écarte soit de l'avis, soit de la motivation de celui-ci.

L'autorité notifie sa décision à la chambre de recours et au requérant.

Si elle omet de se prononcer dans le délai requis, la décision est réputée conforme à l'avis.

Art. 66. La retenue sur traitement est appliquée pendant un mois au minimum et trois mois au maximum.

Elle ne peut excéder le cinquième du traitement brut d'activité ou d'attente.

Art. 67. La suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour un an au maximum.

L'intéressé est écarté de ses fonctions et bénéficie de la moitié de son traitement brut d'activité ou d'attente.

Art. 68. La durée de mise en disponibilité par mesure disciplinaire ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel est écarté de ses fonctions et bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans jamais pouvoir dépasser ce montant, le traitement d'attente est ensuite, fixé au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa peine, le membre du personnel peut demander sa réintégration dans l'enseignement.

Art. 69. La retenue sur traitement d'attente ou l'attribution d'un traitement d'attente ne peut avoir pour conséquence que le traitement du membre du personnel soit ramené à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 70. Aucune sanction ne peut être prononcée sans que le membre du personnel ait été, au préalable, entendu ou interpellé.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en service ou retraité ou encore par un délégué d'une organisation syndicale représentative selon l'arrêté royal du 28 septembre 1984 précité.

Art. 71. Aucune peine ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 72. Hormis le cas de la suspension préventive, l'action disciplinaire engagée à l'égard d'un membre du personnel n'entraîne l'éloignement de l'intéressé de ses fonctions qu'à partir de la notification de la décision disciplinaire, qu'il y ait eu recours ou non introduit par l'intéressé.

Art. 73. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaires, sauf dans le cas de flagrant délit ou si les faits établis, liés à l'activité professionnelle, sont reconnus par le membre du personnel.

Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité administrative reste juge de l'application des peines disciplinaires.

Toutefois, l'autorité disciplinaire est, dans cette appréciation, liée par la matérialité des faits définitivement établie par la décision pénale.

Art. 74. La peine disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai :

1° d'un an pour le rappel à l'ordre et le blâme;

2° de trois ans pour la retenue sur traitement;

3° de cinq ans pour la suspension disciplinaire;

4° de sept ans pour la mise en disponibilité par mesure disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1er commence à courir selon le cas, au prononcé de la sanction disciplinaire ou à l'expiration du délai visé à l'article 65, § 3.

Sans préjudice de l'exécution de la peine disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la peine ne peut plus avoir d'effet, notamment sur les droits à une fonction de sélection ou de promotion.

La peine disciplinaire est effacée dans le dossier du membre du personnel.

CHAPITRE X. — Des chambres de recours

Art. 75. Des chambres de recours, dont la compétence s'étend à un ou plusieurs niveaux d'enseignement, sont instituées par le Gouvernement après consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement officiel subventionné, au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi précitée.

L'arrêté du Gouvernement instituant les chambres de recours en détermine la dénomination, la compétence et la composition.

Chaque chambre de recours élabore son règlement d'ordre intérieur sous réserve d'approbation du Gouvernement.

Art. 76. Les chambres de recours sont composées :

1° d'un nombre égal de représentants des pouvoirs organisateurs et des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné;

2° d'un président choisi parmi les magistrats en activité;

3° d'un secrétaire et de deux secrétaires adjoints.

Le Gouvernement fixe le nombre de membres de chaque chambre de recours ainsi que la durée de leur mandat, chaque chambre comprenant au moins quatre membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs et quatre membres effectifs représentant les membres du personnel.

Pour chaque membre effectif, il y a deux membres suppléants.

Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Gouvernement sur proposition des groupements visés à l'article 76. A défaut d'accord au sein de ceux-ci, le Gouvernement procède directement aux nominations.

Art. 77. Dès qu'une affaire est introduite, le président communique au membre du personnel et au pouvoir organisateur la liste des membres effectifs et suppléants. Dans les dix jours qui suivent la réception de cette liste, le membre du personnel et le pouvoir organisateur peuvent récuser trois membres au maximum. Toutefois, ils ne peuvent récuser en même temps un membre effectif et ses deux suppléants.

Les président, présidents suppléants, les membres effectifs et les membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint ou un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Tout membre qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de s'abstenir.

Un membre peut également demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité.

Art. 78. Les parties sont convoquées par le président dans les vingt jours qui suivent la réception du recours et sont entendues par la chambre de recours.

Le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative, au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi précitée.

Le pouvoir organisateur peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation représentative de pouvoirs organisateurs, par un avocat, par un défenseur choisi parmi les représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné ou par un délégué d'une association qui défend les intérêts des pouvoirs organisateurs.

En cas de défaut persistant de la partie régulièrement convoquée ou de son défenseur, la chambre de recours statue valablement lors de sa deuxième séance. Les deux séances ne peuvent être espacées de moins de cinq jours.

Avant de délibérer, la chambre de recours peut ordonner une enquête complémentaire et entendre des témoins.

Art. 79. La chambre de recours ne peut se prononcer que si au moins deux membres représentant les pouvoirs organisateurs et deux membres représentant les membres du personnel sont présents.

Les membres représentant les pouvoirs organisateurs et les membres représentant les membres du personnel doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

Si le quorum visé à l'alinéa 1er n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion dans les quinze jours. Au cours de cette réunion, une décision pourra être prise quel que soit le nombre des membres présents.

L'avis est donné à la majorité. Le vote est secret. En cas de parité, le président décide.

L'avis motivé de la chambre de recours est signifié aux parties par lettre recommandée à la poste dans les cinq jours qui suivent la réunion au cours de laquelle il a été donné.

Art. 80. Les frais de fonctionnement de la chambre de recours sont à charge de la Communauté française. Le Gouvernement détermine les indemnités auxquelles le président et les présidents suppléants ont droit.

CHAPITRE XI. — *De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service*

Art. 81. Les membres du personnel nommés à titre définitif peuvent être placés en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Art. 82. La mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service est soumise à l'approbation du Gouvernement par le pouvoir organisateur.

Au préalable, le pouvoir organisateur notifie au membre du personnel une proposition ayant cet objet.

Dans un délai de vingt jours à dater de la notification, le membre du personnel peut exercer un recours contre cette proposition devant la chambre de recours compétente visée à l'article 75. La procédure fixée aux articles 77 à 79 est d'application.

Le recours suspend la procédure.

Art. 83. Le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service bénéficie d'un traitement d'attente calculé sur la base des dispositions applicables dans l'enseignement de la Communauté.

Art. 84. Le Gouvernement détermine les conditions auxquelles le pouvoir organisateur soumet la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service à son approbation.

CHAPITRE XII. — *Des commissions paritaires*

Section 1re. — Généralités

Art. 85. Après consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement officiel subventionné, au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi précitée, le Gouvernement institue :

1° une commission paritaire centrale dont la compétence s'étend à tous les niveaux d'enseignement;

2° des commissions paritaires dont la compétence s'étend à un ou plusieurs niveaux d'enseignement;

3° des commissions paritaires locales dont la compétence s'étend à un ou plusieurs niveaux d'enseignement.

L'arrêté du Gouvernement instituant une commission paritaire en précise la dénomination, la compétence et la composition.

Art. 86. Les décisions des commissions paritaires visées à l'article 85, alinéa 1er, 1° et 2° peuvent, à leur demande, être rendues obligatoires, par arrêté du Gouvernement.

Si le Gouvernement estime ne pas pouvoir donner suite à cette demande, il en fait connaître les motifs à la commission intéressée.

Art. 87. Les règles complémentaires prises par les commissions paritaires locales ne peuvent s'écarter des règles du présent décret ni des règles complémentaires fixées par les commissions paritaires centrales et rendues obligatoires par arrêté du Gouvernement.

Par ailleurs, les règles complémentaires prises par les commissions paritaires locales ne peuvent être rendues obligatoires que si elles sont approuvées par délibération du conseil communal ou de la députation permanente, selon le cas.

Section 2. — Des commissions paritaires centrales

Art. 88. Le règlement général des commissions paritaires est établi par le Gouvernement.

Chaque commission élabore son règlement d'ordre intérieur particulier, sous réserve d'approbation du Gouvernement de la Communauté.

Art. 89. Les commissions paritaires sont composées :

1° d'un nombre égal de représentants des pouvoirs organisateurs et des membres du personnel;

2° d'un président et d'un vice-président;

3° de référendaires, dont la mission est de conseiller la commission;

4° d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint.

Le nombre de membres de chaque commission paritaire, ainsi que la durée de leur mandat est fixé par le Gouvernement.

Le président, le vice-président, les référendaires, le secrétaire et le secrétaire adjoint n'ont pas voix délibérative.

Chaque commission comprend au moins six membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs et six membres effectifs représentant le personnel.

Les représentants des pouvoirs organisateurs des membres du personnel peuvent se faire assister de conseillers techniques dont le nombre maximum sera déterminé par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 88.

Art. 90. Les membres effectifs et suppléants des commissions paritaires sont nommés par le Gouvernement sur proposition des groupements visés à l'article 85. A défaut d'accord entre ces groupements, le Gouvernement de la Communauté détermine le nombre de mandats attribués à chacun d'eux.

Les président et vice-président sont choisis par le Gouvernement parmi les personnes indépendantes des intérêts dont la commission peut avoir à connaître.

Les référendaires, secrétaires et secrétaires-adjoints sont nommés par le Gouvernement. L'exercice des fonctions de président et de vice-président est incompatible avec l'exercice d'un mandat parlementaire.

Art. 91. Les commissions paritaires ont principalement pour mission, chacune dans leur champ de compétence :

1° de délibérer sur les conditions générales de travail;

2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du présent décret;

3° d'établir pour le personnel de l'enseignement officiel subventionné des règles complémentaires aux dispositions statutaires du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

4° de donner des avis sur toutes questions relatives à l'organisation, la défense et la promotion de l'enseignement officiel.

Art. 92. Les décisions des commissions paritaires sont prises à l'unanimité, la majorité des membres se trouvant réunie dans chaque groupe.

Toutefois, si l'unanimité ne peut être atteinte ou si la majorité n'est pas présente au sein de chaque groupe, une nouvelle réunion de la commission se tient dans les quinze jours.

Dans ce cas, les décisions seront prises valablement à condition qu'elles recueillent les deux tiers des suffrages exprimés parmi les membres présents au sein de chaque groupe.

Pour l'application des alinéas 1er à 3, ne sont pas considérés comme des suffrages :

1° les votes blancs;

2° les abstentions.

Section 3. — Des commissions paritaires locales

Art. 93. Le règlement général des commissions paritaires locales est établi par un arrêté du Gouvernement.

Chaque commission élabore son règlement d'ordre intérieur.

Art. 94. Les commissions paritaires locales comprennent :

1° un nombre égal de représentants du pouvoir organisateur et des membres du personnel;

2° un président et un vice-président;

3° un secrétaire et un secrétaire adjoint.

La composition et le mode de fonctionnement de ces commissions sont fixés par le Gouvernement.

Dans l'enseignement provincial, la présidence de ces commissions est exercée par le délégué de la députation permanente du conseil provincial. Dans l'enseignement communal, elle est exercée par le bourgmestre ou son délégué.

Le vice-président est choisi parmi les représentants des membres du personnel.

Art. 95. Les commissions paritaires locales ont principalement pour mission, chacune dans leur champ de compétence :

1° de délibérer sur les conditions générales de travail;

2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre le pouvoir organisateur et les membres de son personnel relevant du présent décret;

3° d'établir pour le personnel de l'enseignement officiel subventionné des règles complémentaires aux dispositions statutaires du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, et aux règles complémentaires fixées par les commissions paritaires communautaires rendues obligatoires par le Gouvernement;

4° de donner des avis sur toutes questions relatives à l'organisation, la défense et la promotion de l'enseignement officiel;

5° de connaître des recours introduits par les membres du personnel temporaire visés à l'article 30, alinéa 2.

Art. 96. Les décisions des commissions paritaires locales sont prises à l'unanimité, la majorité des membres se trouvant réunie au sein de chaque groupe.

Toutefois, si l'unanimité ne peut être atteinte ou si la majorité des membres n'est pas présente dans chaque groupe, une nouvelle réunion de la commission se tient dans les quinze jours.

Dans ce cas, les décisions seront prises valablement à la condition qu'elles recueillent deux tiers des suffrages exprimés parmi les membres présents au sein de chaque groupe.

Pour l'application des alinéas 1er à 3, ne sont pas considérés comme des suffrages :

1° les votes blancs;

2° les abstentions.

Section 4. — Contrôle et sanction des décisions rendues obligatoires

Art. 97. § 1er L'exécution des décisions, rendues obligatoires conformément à l'article 86 est surveillée, sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire, par des agents désignés par le Gouvernement.

§ 2. En cas d'infraction, les agents mentionnés au § 1er dressent des procès-verbaux qu'ils transmettent au procureur du Roi compétent et une copie en est adressée, par lettre recommandée à la poste dans les huit jours, au contrevenant, le tout à peine de nullité.

§ 3. Les agents mentionnés au § 1er ont la libre entrée des locaux où les membres du personnel exercent leur mission.

Les chefs d'établissement, ainsi que les membres du personnel administratif sont tenus de leur fournir les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission.

§ 4. Toute infraction aux décisions, rendues obligatoires, conformément à l'article 86, est punie d'une amende de 100 à 100 000 francs. L'amende est encourue autant de fois qu'il y a de personnes employées en contravention des dites décisions, sans que le total des amendes puisse dépasser 200 000 francs.

Ces peines prévues à l'alinéa précédent sont applicables à tout membre du personnel qui contrevient aux mêmes dispositions.

§ 5. Les pouvoirs organisateurs et les chefs d'établissement, ainsi que le personnel enseignant et administratif qui ont mis obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret, sont punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudices, s'il y a lieu, de l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

§ 6. Est puni d'une amende de 100 à 100 000 francs, quiconque a, dans le but d'induire en erreur, fait des déclarations inexactes au cours des enquêtes effectuées par le service de contrôle.

§ 7. Les pouvoirs organisateurs sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs chefs d'établissement.

CHAPITRE XIII. — *Impossibilité des clauses contraires au statut*

Art. 98. Toute disposition figurant dans un acte de désignation ou dans un règlement de travail, contraire aux dispositions légales impératives, notamment des articles 12bis, § 1er, et 45 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, au présent décret ou aux règles complémentaires fixées par les commissions paritaires compétentes, est inopposable.

CHAPITRE XIV. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitives et finales*

Art. 99. Cessent de s'appliquer au personnel soumis au présent décret :

1° les articles 150 à 152 de la nouvelle loi communale, modifiés par la loi du 24 mai 1991;

2° les articles 30, 74, 75 et 76 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957;

Art. 100. § 1er. Les membres du personnel subventionnés, nommés à titre définitif et y assimilés avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont censés être nommés à titre définitif au sens du présent décret.

§ 2. Les membres du personnel subventionnés qui, avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, occupent temporairement un emploi dans une fonction de recrutement, peuvent être nommés à titre définitif au plus tard le 1er jour du troisième mois qui suit la date de publication au *Moniteur belge*, à condition qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux conditions de l'article 30, à l'exception des 8° et 11°, et qu'en outre, ils aient occupé pendant deux ans un emploi subventionné.

La nomination visée au § 1er ne peut être accordée que dans un emploi vacant qui, sur la base de la réglementation en vigueur, n'est plus accessible par réaffectation d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Les membres du personnel visés au présent paragraphe qui n'ont pas bénéficié de la disposition de l'alinéa 1er valorisent l'ancienneté acquise au service du pouvoir organisateur selon le mode de calcul prévu à l'article 34, pour autant qu'ils soient prioritaires auprès du pouvoir organisateur conformément à l'article 24, § 1er

§ 3. Les membres du personnel qui, avant l'entrée en vigueur du présent décret, occupent temporairement un emploi vacant dans une fonction de sélection, peuvent être nommés à titre définitif dans cette fonction dès qu'ils satisfont à la condition de l'article 40, alinéa 1er, 1°, et possèdent l'aptitude physique requise par l'article 30, alinéa 1er, 6°

La nomination visée au § 1er ne peut être accordée que dans l'emploi qui, sur base de la réglementation en vigueur, n'est plus accessible par réaffectation ou par remise au travail d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Par dérogation à l'article 42, § 1er, 3°, et en attendant cette nomination, les membres du personnel visés à l'alinéa 1er peuvent continuer à exercer la fonction dont ils ont été chargés temporairement.

§ 4. Les membres du personnel subventionnés qui, avant l'entrée en vigueur du présent décret, occupent temporairement un emploi vacant dans une fonction de promotion, peuvent être nommés à titre définitif dans cette fonction dès qu'ils satisfont à la condition de l'article 49, alinéa 1er, 1° et remplissent la condition d'aptitude physique fixée à l'article 30, alinéa 1er, 6°

La nomination visée au § 1er ne peut être accordée que dans l'emploi qui, sur base de la réglementation en vigueur, n'est plus accessible par réaffectation ou par remise au travail d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans l'enseignement subventionné.

Par dérogation à l'article 50, § 1er, 3°, et en attendant cette nomination, ces membres du personnel peuvent continuer à exercer la fonction dont ils ont été chargés temporairement.

§ 5. Les commissions paritaires locales déterminent les conditions de validation des services accomplis avant l'entrée en vigueur du présent décret en tant qu'agent contractuel subventionné, chômeur mis au travail, cadre spécial temporaire, stagiaire de l'éducation nationale ou communautaire.

§ 6. Les membres du personnel subventionné nommés à titre définitif dans l'enseignement de promotion socio-culturelle avant l'entrée en vigueur du présent statut sont censés être nommés à titre définitif le premier jour du mois qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 7. Par dérogation aux dispositions de l'article 29, § 1er, les membres du personnel qui, au 1er janvier 1995, exercent à titre définitif une fonction de recrutement dans deux pouvoirs organisateurs issus de la scission de la province de Brabant, conservent pendant trois années scolaires consécutives à compter de l'année scolaire 1994-1995, la possibilité d'obtenir à leur demande un changement d'affectation prioritaire dans l'un des deux pouvoirs organisateurs précités

Ce changement d'affectation leur est accordé dans tout emploi vacant de la même fonction qui reste disponible après que le pouvoir organisateur qui accueille ait satisfait à ses obligations en matière de réaffectation vis-à-vis des membres de son personnel.

Art. 101. En attendant l'exécution de l'article 12bis, § 2, de la loi du 29 mai 1959, les titres de capacité requis et jugés suffisants jusqu'à l'entrée en vigueur du présent décret, sont considérés comme titres de capacité visés à l'article 2

Art. 102. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 juin 1994

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé.

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse
et des Relations internationales.

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport.

E. TOMAS

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel.

Ph. MAHOUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 2810

[S-Mac — 29323]

**6 JUNI 1994. — Decreet tot vaststelling van de rechtspositie
van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing :

1° op de gesubsidieerde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het sociaal, paramedisch en psychologisch personeel van de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type, artistiek onderwijs en van de tehuizen voor kinderen wier ouders geen vaste woonplaats hebben, die hun ambt uitoefenen in het onderwijs met volledig leerplan, met inbegrip van het onderwijs met beperkt leerplan of in het onderwijs voor sociale promotie, met uitsluiting van de leden van het personeel die geen weddetoelage genieten ten laste van de Franse Gemeenschap, behalve voor het bepaalde in artikel 24, § 3, lid 1;

2° op de inrichtende machten van deze onderwijsinrichtingen.

De leermeesters en leraars godsdienst vallen niet onder de toepassing van dit decreet

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet zijn de bekwaamheidsbewijzen, bepaald ter uitvoering van artikel 12bis, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de onderwijswetgeving, van artikel 15, 5°, van de wet van 14 mei 1955 op het kunstonderwijs, van artikel 22bis van de wet van 11 juli 1973 tot wijziging van voormelde wet van 29 mei 1959, en van de artikelen 10 en 17, § 4 van de wet van 17 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, diploma's, getuigschriften, brevetten, attesten, jaren nuttige ervaring of algemene wetenschappelijke, artistieke of beroepsbekendheid.

Art. 3. De nuttige ervaring omvat de diensten in het onderwijs of in een andere dienst van de privé- of overheidssector. De uitoefening van een bedrijvigheid als zelfstandige wordt eveneens in aanmerking genomen.

De Regering beslist of de nuttige ervaring heeft bijgedragen tot de vereiste opleiding voor het te begeven ambt. De nuttige ervaring wordt bewezen volgens de regels vastgesteld door het ministerieel besluit van 12 april 1969, genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs.

Art. 4. Voor de toepassing van dit decreet :

1° verstaat men onder « openstaande betrekking » : de betrekking, opgericht door de inrichtende macht, die niet toegewezen is aan een vastbenoemd personeelslid, zoals bedoeld in dit decreet, dat in aanmerking komt voor de toelagen van de Gemeenschap en voor wie een weddetoelage aangevraagd is.

2° worden de door de in artikel 1 bedoelde personeelsleden uitgeoefende ambten ingedeeld bij de wervings-, selectie- of bevorderingsambten, bepaald voor dezelfde categorieën van het onderwijspersoneel van de Gemeenschap, behalve de selectieambten van de leerkrachten middelbaar en middelbaar technisch normaalonderwijs, die ingedeeld worden bij de wervingsambten;

3° worden « hoofdamt » en « bijbetrekking » bepaald onder verwijzing naar het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs en naar het koninklijk besluit d.d. 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de leergangen met beperkt leerplan ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur.

(1) Zitting 1993-1994.

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 156-1 — Verslag, nr. 156-2. — Amendementen, nrs. 156-3 tot 5

Integraal verslag — Bespreking en aanneming, Vergadering van 19 mei 1994.

4° verstaat men onder « aanvullende regels van de bevoegde paritaire commissie » de regels die worden vastgesteld ter aanvulling van dit decreet door de in artikel 85 bedoelde paritaire commissies:

5° worden de termijnen als volgt berekend :

- a) de dag die het vertrekpunt ervan vormt, wordt niet meegerekend;
- b) de vervaldag wordt in de termijn meegerekend;
- c) wanneer deze dag een zaterdag, een zondag, of een wettelijke feestdag of een feestdag van of in de Franse Gemeenschap is, wordt de vervaldag tot de eerstvolgende werkdag uitgesteld.

HOOFDSTUK II. — Plichten en onverenigbaarheden

Afdeling 1. — Plichten

Art. 5. Dit hoofdstuk is van toepassing op de tijdelijk aangestelde en vastbenoemde personeelsleden.

Art. 6. De personeelsleden moeten in alle omstandigheden bestendig zorg dragen voor de belangen van het onderwijs van de inrichtende macht waar zij hun ambt uitoefenen.

Art. 7. Bij de uitoefening van hun ambt vervullen de personeelsleden persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen die hun door de wetten, decreten, besluiten en reglementen, door de aanvullende regels van de paritaire commissies en door de aanstellingsakte worden opgelegd.

Art. 8. De personeelsleden zijn ertoe gehouden zich volkomen korrekt te gedragen in dienstverband alsmede in hun betrekkingen met de ouders van leerlingen en met alle personen buiten de dienst.

Zij moeten alles vermijden wat de eer of waardigheid van hun ambt in het gedrag kan brengen.

Art. 9. Zij mogen de leerlingen of studenten niet aan politieke, godsdienstige of filosofische propaganda of aan handelsreklame blootstellen.

Art. 10. De personeelsleden moeten, binnen de perken vastgesteld door de regeling, de aanvullende regels van de bevoegde paritaire commissie en hun aanstellingsakte, de prestaties verstrekken die nodig zijn voor de goede gang van de inrichtingen waar zij hun ambt uitoefenen.

Zij mogen de uitoefening van hun ambt niet zonder voorafgaande machtiging van de inrichtende macht of van de vertegenwoordiger ervan onderbreken.

Art. 11. De personeelsleden mogen de feiten waarvan zij kennis hebben gekregen op grond van hun ambt en die een geheim karakter hebben, niet onthullen.

Art. 12. De personeelsleden mogen noch rechtstreeks noch door een tussenpersoon, zelfs buiten hun functie maar op grond hiervan, giften, geschenken, gunsten of welke voordelen ook vragen, eisen of verkrijgen.

Art. 13. Zij mogen geen werkzaamheid uitoefenen die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgisch volk of die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid nastreeft of de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België ter bevordering van zijn veiligheid, in het gedrag brengt. Zij mogen geen lid worden van, noch hun medewerking verlenen aan een beweging, een vereniging of een verbond met een gelijkaardig doel.

Art. 14. De personeelsleden moeten de in de aanstellingsakte omschreven verplichtingen in acht nemen, die voortvloeien uit de specifieke aard van het opvoedkundig project van de inrichtende macht waar zij hun ambt uitoefenen.

Afdeling 2. — Onverenigbaarheden

Art. 15. Is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van een inrichting van het officieel gesubsidieerd onderwijs elke bezigheid die van die aard is dat ze schadelijk kan zijn voor de uitoefening van de plichten die voortvloeien uit de specifieke aard van het opvoedkundig project van deze inrichtende macht of die in strijd is met de waardigheid van het ambt.

De in lid 1 bedoelde onverenigbaarheden worden in elke aanstellings- of benoemingsakte vermeld.

Art. 16. Bij betwisting omtrent het bestaan van een in artikel 15 vermelde onverenigbaarheid mag de inrichtende macht of het personeelslid het advies van de plaatselijke paritaire commissie inwinnen. Binnen de dertig dagen wordt een advies uitgebracht.

Art. 17. De bij artikel 75 ingestelde raad van beroep onderzoekt het beroep inzake onverenigbaarheid.

Wanneer het aan de paritaire commissie gevraagde advies is ingewonnen of bij het verstrijken van de in artikel 16, lid 2 bedoelde termijn van 30 dagen, maakt het personeelslid of de inrichtende macht het dossier aanhangig bij de raad van beroep die één advies uitbrengt.

De eindbeslissing van de inrichtende macht stemt met het in lid 2 bedoelde advies overeen.

HOOFDSTUK III. — Werving

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 18. De wervingsambten mogen door de tijdelijk aangestelde of vastbenoemde personeelsleden worden uitgeoefend.

Art. 19. Bij zijn eerste aanstelling in het onderwijs legt het personeelslid de eed af overeenkomstig de door de Regering vastgestelde regels ter uitvoering van artikel 28, 5° van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Afdeling 2. — Tijdelijke aanstelling en tijdelijk personeel

Art. 20. § 1. Niemand mag tijdelijk door een inrichtende macht in een wervingsambt worden aangesteld indien hij op het ogenblik van de aanstelling de volgende voorwaarden niet vervult

1° behoudens door de Regering vastgestelde afwijking, Belg zijn of onderdaan zijn van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van een in artikel 2 bepaald bekwaamheidsbewijs;

4° bij de indiensttreding een medisch getuigschrift overleggen dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert dat hij de gezondheid van de leerlingen, noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

5° in regel zijn met de wets- en reglementsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° van onberispelijk gedrag zijn;

7° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.

§ 2. De inrichtende macht mag pas een personeelslid tijdelijk aanstellen wanneer ze de reglementering inzake de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de reffectatie in acht genomen heeft.

Art. 21. Elke aanstelling in een wervingsambt gebeurt schriftelijk en vermeldt ten minste :

1° de identiteit van de inrichtende macht;

2° de identiteit van het personeelslid;

3° het uit te oefenen ambt, alsmede de aard en de omvang van de opdracht;

4° of de betrekking al dan niet vacant is en, in dit laatste geval, de naam van de titularis van de betrekking en eventueel die van zijn tijdelijke vervanger;

5° in voorkomend geval de in de artikelen 7 en 14 bedoelde aanvullende verplichtingen alsmede de in artikel 15 bedoelde onverenigbaarheden;

6° de datum van indiensttreding;

7° de datum waarop de aanstelling een einde neemt.

Deze datum stemt uiterlijk met het einde van het lopende schooljaar overeen.

Op het ogenblik van de aanstelling geeft de inrichtende macht aan de tijdelijke een geschreven akte af waarop de in lid 1 bepaalde vermeldingen voorkomen. Bij gebrek aan een geschreven stuk wordt het personeelslid geacht, in het ambt, de opdracht en de betrekking die hij werkelijk bekleedt aangesteld te zijn.

Art. 22. Een tijdelijke aanstelling in een wervingsambt neemt van ambtswege een einde voor de gehele opdracht of voor een deel ervan :

1° op het ogenblik dat de titularis van de betrekking of het personeelslid dat hem tijdelijk vervangt, terugkeert;

2° op het ogenblik dat de betrekking van het tijdelijk personeelslid volledig of gedeeltelijk aan een ander personeelslid wordt toegekend, hetzij

a) door toepassing van de regeling betreffende de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de reffectatie;

b) bij toepassing van artikel 29, § 1;

c) bij toepassing van artikel 29, § 2;

d) door een vaste benoeming;

e) door toewijzing van een definitief vacant geworden betrekking aan een prioritair tijdelijke;

3° vanaf de datum van ontvangst van de brief waarbij de Franse Gemeenschap die de weddetoelage toekent, mededeelt dat het uitgeoefende ambt niet meer volledig of gedeeltelijk gesubsidieerd mag worden;

4° op de in de aanstellingsakte vermelde termijn en uiterlijk op het einde van het schooljaar tijdens welk de aanstelling gebeurde;

5° vanaf de ontvangst van het advies van de sociaal-medische rijksdienst waarbij het tijdelijk personeelslid definitief ongeschikt wordt bevonden.

De tijdelijke aanstelling in een wervingsambt neemt ook een einde, voor een gedeeltelijke of een volledige opdracht, door opzegging overeenkomstig de artikelen 25, 26 en 27 of in gemeen overleg, of met toepassing van artikel 25, § 2.

Art. 23. Na afloop van elke bezigheidsperiode overhandigt de inrichtende macht het personeelslid een attest waarbij de bewezen diensten per uitgeoefend ambt, met begin- en einddatum vermeld worden, alsook de aard van het ambt en de tewerkstellingsgraad van de betrekking.

Art. 24. § 1. Voor elke aanstelling als tijdelijk personeelslid in een ambt waarvoor hij het in artikel 2 bepaalde bekwaamheidsbewijs bezit, is elk personeelslid prioritair in een inrichtende macht en komt het voor in een rangschikking binnen deze inrichtende macht als het 360 dagen werkelijk bewezen diensten in een ambt van de betrokken categorie als hoofdamt bij deze inrichtende macht kan doen gelden; deze diensten moeten gespreid zijn over minstens twee schooljaren en tijdens de laatste vijf schooljaren verstrekt zijn.

In het basisonderwijs moet het personeelslid, in afwijking van artikel 1, houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van onderwijzer(es).

De aanstellingen gebeuren met inachtneming van de rangschikking, opgemaakt op grond van het aantal dagen dienstanciënniteit, berekend overeenkomstig artikel 34.

§ 2. Behalve in het kleuter- en lager onderwijs komt elk vastbenoemd personeelslid dat toegang wenst te hebben tot een ander ambt van dezelfde categorie, waarvoor hij een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A bezit, op eigen verzoek in de rangschikking van de prioritaire personeelsleden voor.

§ 3. Na uitputting van de lijst van de in § 1 bedoelde prioritaire kandidaten en volgens de door de plaatselijke paritaire commissies vastgelegde voorwaarden is de inrichtende macht ertoe gehouden de in een niet-gesubsidieerde betrekking geworden personeelsleden elke gesubsidieerde betrekking van hetzelfde ambt aan te bieden, mits zij houder zijn van het in artikel 2 bedoelde bekwaamheidsbewijs en bij de uitoefening van een niet-gesubsidieerde betrekking een anciënniteit verworven hebben die kan worden vergeleken met die van de in § 1 bedoelde prioritaire personeelsleden.

Na voltooiing van de in lid 1 bepaalde procedures kiest de inrichtende macht onder de kandidaten wanneer verschillende niet-prioritaire kandidaten naar hetzelfde ambt dingen.

§ 4 Na uitputting van de eventuele beroepsprocedures worden de diensten waaraan een einde wordt gemaakt door afdanking niet in aanmerking genomen voor de berekening van de in § 1 bedoelde 360 dagen dienst bij de inrichtende macht die een einde heeft gemaakt aan het ambt, behalve indien deze inrichtende macht het afgedankte personeelslid weer in dienst neemt.

§ 5. De in § 1 en § 3, lid 1 bedoelde voorrang geldt voor alle betrekkingen die vacant zijn, alsmede voor betrekkingen die niet vacant zijn maar waarvan de titularis of het personeelslid dat hem tijdelijk vervangt, voor een ononderbroken aanvangsperiode van ten minste vijftien weken moet worden vervangen.

§ 6. De in § 1, lid 1, en in § 3, lid 1 bedoelde kandidaten die van hun voorrangrecht gebruik wensen te maken, moeten op straffe van verlies van dit recht voor het betrokken schooljaar, hun kandidatuur per aangetekende brief indienen vóór 31 mei bij de inrichtende macht waar zij voorrang hebben verworven. Die brief vermeldt het ambt waarop de kandidatuur betrekking heeft.

§ 7 De handeling waarbij de kandidaat zijn voorrang doet gelden, geldt voor het volgende schooljaar. De kandidaat die de betrekking niet aanvaardt die hem overeenkomstig de voorrangregels aangeboden wordt, kan zijn voorrang voor deze betrekking niet meer doen gelden tijdens het lopende schooljaar, behalve indien hij door de lokale paritaire commissies aanvaarde motieven kan doen gelden.

§ 8. De in § 1 bedoelde anciënniteit wordt op de laatste dag van het school- of academiejaar volgens de in artikel 34 vastgestelde regels berekend.

§ 9. Op gewoon verzoek van de kandidaten en tegen terughetaling van de verzendingskosten deelt het bevoegde bestuur van het departement de lijst mee van de gesubsidieerde scholen of inrichtingen, met vermelding van de inrichtende macht die ze per provincie en per niveau en onderwijsvorm organiseert.

De inrichtende macht deelt jaarlijks de betrokken personeelsleden de lijst mee van de vacante betrekkingen volgens de door de lokale paritaire commissies vastgestelde regels.

Art. 25. § 1 De inrichtende macht kan het tijdelijk aangestelde personeelslid onder de volgende voorwaarden ontslaan

1° het niet-prioritair personeelslid kan ontslagen worden met een opzeggingstermijn van veertien dagen

Deze afdanking wordt gemotiveerd, op straffe van nietigheid

Het tijdelijk personeelslid dat zijn opzegging heeft gekregen, mag binnen de tien dagen na de betekening ervan tegen de beslissing tot afdanking beroep aantekenen bij de bevoegde raad van beroep

Deze verstrekt advies aan de inrichtende macht binnen een maximale termijn van 45 dagen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag van de inrichtende macht

De beslissing wordt genomen door de inrichtende macht binnen de dertig dagen na de ontvangst van het advies van de raad van beroep

2° Indien hij prioritair tijdelijke is volgens artikel 24, § 1, wordt dezelfde procedure toegepast als bepaald in § 1 maar het advies van de raad van beroep verbindt dan de inrichtende macht

§ 2 De inrichtende macht kan zonder opzegging elk tijdelijk aangeworven personeelslid zonder opzegging wegens zware tekortkoming afdanken

Wordt beschouwd als zware tekortkoming elke tekortkoming die elke beroepssamenwerking tussen het personeelslid en de inrichtende macht onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt

Vanaf het ogenblik dat de inrichtende macht kennis heeft van elementen die een zware tekortkoming kunnen uitmaken roept ze het personeelslid bij aangetekend schrijven op voor een verhoor dat ten vroegste vijf dagen en uiterlijk tien dagen na het opsturen van de oproepingsbrief moet plaatshebben

Indien de inrichtende macht na het verhoor van oordeel is dat voldoende elementen van zware tekortkoming voorhanden zijn, kan ze binnen drie dagen na het verhoor de afdanking uitspreken. De afdanking gaat gepaard met het bewijs van de werkelijkheid van de aangevoerde feiten. Ze wordt aan de andere partij betekend hetzij door een exploit van een gerechtsdeurwaarder hetzij bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft op de derde dag die op de datum van verzending volgt

Tijdens het verhoor kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden in actieve dienst of op rust gesteld of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakbond

Art. 26. Het tijdelijk aangesteld personeelslid mag ontslag nemen. Indien dit ontslag niet aanvaard wordt door de inrichtende macht, dan wordt het genomen met een opzegging van acht dagen

Art. 27. De beslissing tot afdanking wordt door de inrichtende macht aan het personeelslid betekend. Bij vrijgevoerd stopzetting deelt de tijdelijke aan de inrichtende macht dat hij beslist ontslag te nemen

Zonder kennisgeving worden dergelijke beslissingen als nietig beschouwd

Deze kennisgeving gebeurt door het overhandigen van een geschrift, door een ter post aangetekende brief of nog door een exploit van een gerechtsdeurwaarder

De handtekening aangebracht door degene aan wie het geschreven document werd overhandigd, bewijst enkel dat hi de ontvangst van dit document bevestigt

De kennisgeving door verzending van een ter post aangetekende brief heeft uitwerking op de derde dag na de datum van verzending

Het geschrift vermeldt de aanvangsdatum van de opzegging die niet vroeger mag beginnen dan de datum van overhandiging, en de duur ervan, indien het om een aanvaard ontslag gaat, vermeldt het de datum vanaf welke het uitwerking heeft

Afdeling 3 — Definitieve benoeming en affectatie

Art. 28. De inrichtende macht kan definitief benoemen in een openstaande betrekking van een wervingsambt, behalve 1° indien ze door de van kracht zijnde bepalingen op de terbeschikkingstelling en de re-affectatie wegens ontstentenis van betrekking verplicht is, in deze betrekking een ter beschikking gesteld personeelslid aan te werven.

2° indien een personeelslid in deze betrekking werd aangeworven ingevolge een mutatie of een wijziging van affectatie overeenkomstig de in artikel 29 bepaalde voorwaarden.

Art. 29. De inrichtende macht die een vacante betrekking moet begeven, kan de mutatie aanvaarden van een personeelslid van een andere inrichtende macht indien geen enkel lid van haar personeel prioritair is

De betrokkene moet die mutatie aanvragen en de instemming van zijn inrichtende macht bekomen.

Niemand mag in een betrekking van een wervingsambt gemuteerd worden indien hij niet definitief benoemd is in het wervingsambt waartoe de vacante betrekking behoort.

De inrichtende macht is verplicht het personeelslid definitief te benoemen op het ogenblik van de mutatie, ongeacht de datum ervan.

Het gemuteerde personeelslid moet ontslag nemen in de inrichtende macht die het verlaat, voor de opdracht die hij er uitoefent en waarvoor hij de mutatie heeft aangevraagd. De overgang van de ene inrichting naar de andere moet zonder onderbreking gebeuren.

De modaliteiten ervan moeten vastgesteld worden door de plaatselijke paritaire commissie in de inrichtende macht die het personeelslid ontvangt.

§ 2. De inrichtende macht kan een van haar personeelsleden ook een gewijzigde affectatie toekennen. Die wijziging kan alleen gebeuren als het personeelslid definitief aangeworven is in de inrichtende macht in het ambt waartoe de vacante betrekking behoort.

De overgang van een inrichting naar de andere moet zonder onderbreking gebeuren

De modaliteiten ervan moeten vastgesteld worden door de plaatselijke paritaire commissies

Art. 30. § 1 Onverminderd de voorwaarden tot benoeming, van toepassing in het hoger onderwijs van het korte type mag niemand definitief worden benoemd indien hij op het ogenblik van de benoeming niet aan de volgende bepalingen voldoet

1° Belg zijn of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Gemeenschap, behalve afwijking toegestaan door de Regering,

2° van onbespelijk gedrag zijn,

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten,

4° aan de dienstplichtwetten voldoen,

5° houder zijn van een bij artikel 2 bepaald bekwaamheidsbewijs dat hem zonder duurbeperking toegang verleent tot de uitoefening van het ambt in vast verband,

6° de lichamelijke geschiktheid bezitten die door de Regering vastgesteld werd voor de personeelsleden in het Gemeenschapsonderwijs,

7° aan de wets- en reglements-bepalingen in verband met de taalwetten voldoen,

8° als prioritair gerangschikt zijn op de wijze bedoeld in artikel 24, § 1, lid 1,

9° een anciënniteit tellen van minstens 600 dagen dienst waarvan 240 in het betrokken ambt, behalve voor de personeelsleden bedoeld in artikel 33, lid 2,

10° het ambt als hoofdambt bekleeden,

11° zich volgens de door de oproep tot de kandidaten vastgestelde vorm en termijn kandidaat gesteld hebben,

12° na de sub 9° bedoelde periode een gunstig verslag gekregen hebben van het inrichtingshoofd of van een pedagogisch afgevaardigde van de inrichtende macht,

13° de leeftijdsgrens van 55 jaar niet overschreden hebben, behoudens door de Regering toegestane vrijstelling

In voorkomend geval kan de in 13° bepaalde leeftijdsgrens worden verhoogd met het aantal jaren die de betrokkene kan doen gelden voor zijn aanspraak op een pensioen ten laste van de Schatkist

De kandidaat voor een vaste benoeming wordt geacht te voldoen aan de vereiste sub 12° zolang het inrichtingshoofd of de pedagogisch afgevaardigde over hem geen ongunstig verslag heeft uitgebracht

Het verslag wordt ter ondertekening aan de betrokkene voorgelegd

Tegen een ongunstig verslag kan hij beroep instellen bij de plaatselijke paritaire commissie, op de wijze die deze bepaalt

Art. 31. Elk schooljaar doet de inrichtende macht in de maand mei een beroep op de kandidaten voor een definitieve benoeming.

De te hegeven vacante betrekkingen worden vastgesteld op grond van de toestand op de 1e februari die aan de oproep tot de kandidaten voorafgaat, voor zover deze betrekkingen nog op de 1e oktober daaropvolgend vacant blijven. Het bericht dat de rangschikking van de kandidaten vermeldt, alsook de omvang van de prestaties in de aangeboden betrekkingen, de vereiste voorwaarden vanwege de kandidaten, alsmede de vorm en de termijn waarin de kandidaturen moeten worden ingediend, wordt verstuurd aan alle tijdelijke personeelsleden die in dienst van de inrichtende macht zijn en als prioritair gerangschikt zijn

De benoemingen in vast verband gebeuren elk jaar op 1 november, enkel in de betrekkingen waarvan sprake in het 2e lid die op die datum nog vakant zijn

In het kleuter- en lager onderwijs gebeuren de vaste benoemingen in vacante betrekkingen echter elk jaar op 1 oktober bij de eerste vergadering van de inrichtende macht na ontvangst van de ministeriële dienstbrief tot vaststelling van het aantal gesubsidieerde betrekkingen voor het lopende schooljaar

De verplichting om te benoemen geldt voor de inrichtende macht enkel als het personeelslid zich kandidaat gesteld heeft en aan de bij dit decreet gestelde voorwaarden voldoet. De volgorde van de vaste benoemingen wordt bepaald door de anciënniteit van de kandidaten berekend overeenkomstig artikel 34

Art. 32. De henoeming in vast verband, de mutatie en de wijziging van affectatie worden niet toegelaten in een betrekking die deel uitmaakt van een inrichting, een afdeling, een vestiging, een graad, een cyclus of een andere onderverdeling die bij toepassing van de rationalisatieregels in een proces van geleidelijke sluiting verkeert of in een betrekking die deel uitmaakt van een inrichting waarvan de periode van betoelaging beperkt wordt door een beslissing van de Regering.

Art. 33. De persoon die zich kandidaat stelt voor een benoeming in vast verband in verschillende betrekkingen, moet voor elke betrekking een afzonderlijke kandidatuur indienen.

Het in een ambt vast benoemde personeelslid dat een definitieve affectatie wenst in dezelfde inrichtende macht, in een vacante betrekking van een ander ambt van dezelfde categorie, waarvoor hij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, moet gevolg geven aan de oproep tot definitieve benoeming in dat ander ambt. De betrekking wordt definitief toegewezen aan het personeelslid met de hoogste anciënniteit.

De anciënniteit wordt volgens de in artikel 34 bepaalde modaliteiten berekend.

Art. 34. § 1. Voor de berekening van de anciënniteit, bedoeld in deze afdeling, worden enkel in aanmerking genomen de op het einde van het lopende school- of academiejaar gesubsidieerde diensten, bij de inrichtende macht verstrekt in een hoofdambt, voor zover de kandidaat het bekwaamheidsbewijs voor dit ambt bezit zoals bepaald in artikel 2.

Het aantal dagen gepresteerd als tijdelijke in een ambt met volledige prestaties bestaat uit al de dagen van het begin tot het einde van de periode van doorlopende bezigheid, met inbegrip van, indien ze in deze periode vervat zijn, het ontspanningsverlof alsook de kerst- en paasvakantie, het bevallingsverlof, het opvangverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij, en het uitzonderlijk verlof, resp. bedoeld in de artikelen 5 en 5bis van het koninklijk besluit van 15 januari 1974, genomen bij toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van het personeel van het rijksonderwijs, in de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 14 januari 1979 betreffende het omstandigheidsverlof verleend aan leden van het tijdelijk personeel van de rijksonderwijsinrichtingen.

Bij verandering van ambt worden de dagen gepresteerd als vastbenoemde in een ambt met volledige prestaties geteld van het begin tot het einde van een ononderbroken periode van actieve dienst, met inbegrip van de kerst- en paasvakantie, het bevallings-, opvang- en omstandigheidsverlof, zoals bedoeld in vorig lid.

De diensten bewezen in een ambt met onvolledige prestaties, en die ten minste de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties omvatten, worden in aanmerking genomen zoals diensten bewezen in een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties dat niet de helft van het aantal vereist voor het ambt met volledige prestaties omvat, wordt gehalveerd.

Het aantal dagen verworven in twee of meer ambten met volledige of onvolledige prestaties, tegelijkertijd uitoefend, kan het aantal dagen verworven in een ambt met volledige prestaties gedurende dezelfde periode, nooit overschrijden.

De diensten gepresteerd door het personeelslid belopen nooit meer dan 300 dagen per schooljaar, zijnde één jaar anciënniteit.

Art. 35. Een tijdelijk personeelslid dat ontslagen wordt, verliest de bij de betrokken inrichtende macht verworven prioriteit. Deze wordt hem opnieuw verleend als die inrichtende macht hem weer aanwerft.

Afdeling 4. — Overneming van een onderwijsinrichting van een andere inrichtende macht

Art. 36. § 1. Wanneer een inrichtende macht van het officieel gesubsidieerd onderwijs een gedeelte van een officiële inrichting, georganiseerd door de Franse Gemeenschap of een andere overheid overneemt, dan gelden onderstaande bepalingen:

1° De personeelsleden, vast benoemd in een wervings- en selectieambt en in dienst bij de overneming krijgen van ambtswege de hoedanigheid van vast personeelslid in de overeenstemmende functie bij de overnemende inrichtende macht

2° De personeelsleden die bij de overneming een bevorderingsambt vast uitoefenen, worden benoemd in een wervingsambt dat toegang geeft tot bedoeld bevorderingsambt.

3° De werkelijke diensten, vóór de overneming verstrekt door de in 1° en 2° vermelde personeelsleden worden gelijkgesteld met werkelijke diensten als personeelslid van de overnemende inrichtende macht.

De overnemingsovereenkomst tussen de betrokken inrichtende machten kan aanvullende regels vaststellen en in voorkomend geval voorwaarden stellen voor de overneming betreffende de tijdelijke aangestelde personeelsleden. Die regels zullen uitgewerkt worden in de plaatselijke paritaire commissie ressorterend onder de overnemende inrichtende macht.

§ 2. De voorwaarden voor de overneming, door een inrichtende macht van het officieel gesubsidieerd onderwijs, van een (gedeelte van een) inrichting voor vrij gesubsidieerd onderwijs zullen vastgesteld worden bij een overeenkomst tussen de betrokken inrichtende machten. Voormelde regels zullen uitgewerkt worden in de plaatselijke paritaire commissie van de overnemende inrichtende macht.

HOOFDSTUK IV. — Selectieambten

Art. 37. De inrichtende macht kan in vast verband in een vacante betrekking van een selectieambt benoemen, behalve

1° indien ze door de van kracht zijnde bepalingen over de re-affectatie of wedertewerkstelling, voor deze betrekking verplicht is een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid aan te werven, of

2° indien ze deze betrekking reeds toegewezen heeft ingevolge een wijziging van affectatie, overeenkomstig de bij artikel 38 bepaalde voorwaarden.

Art. 38. De inrichtende macht die een vacante betrekking moet begeven, kan aan een personeelslid een gewijzigde affectatie toekennen als hij titularis van een selectieambt is. Die wijziging kan enkel gebeuren overeenkomstig artikel 29 § 2.

Art. 39. De benoeming en de gewijzigde affectatie worden niet toegelaten in een betrekking die deel uitmaakt van een inrichting, een afdeling, een vestiging, een graad, een cyclus of een andere onderverdeling die bij toepassing van de rationalisatieregels geleidelijk wordt gesloten, of in een betrekking die deel uitmaakt van een inrichting waarvan de periode van betoelaging beperkt wordt.

Art. 40. Niemand kan benoemd worden in een selectieambt indien hij op het ogenblik van de benoeming niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1° een dienstanciënniteit van ten minste zes jaar hebben bij de inrichtende macht, in een van de wervings-, selectie- of bevorderingsambten van de betrokken categorie, overeenkomstig artikel 34 berekend;

2° in een van die ambten vast benoemd zijn sinds ten minste 2 jaar;

3° een ambt met volledige prestaties uitoefenen in een onder dezelfde inrichtende macht ressorterende inrichting;

4° houder zijn van een in artikel 2 bedoeld bekwaamheidsbewijs bepaald door de Regering voor het wervingsambt dat tot hetzelfde onderwijsniveau en dezelfde categorie behoort als het te begeven selectieambt;

5° gevolg geven aan een oproep, waarvan de plaatselijke paritaire commissie de vorm bepaalt;

6° vooraf een specifieke opleiding gevolgd hebben, gestaafd door een getuigschrift van deelname.

In afwijking van lid 1, 1° en 2°, kan een inrichtende macht die een (gedeelte van een) inrichting van een andere inrichtende macht overneemt, al dan niet in hetzelfde net, de diensten die er verstrekt werden in aanmerking nemen.

Art. 41. De benoeming in een selectieambt kan slechts gebeuren indien de betrekking als hoofdambt bekleed wordt.

Art. 42. § 1. Een selectieambt kan in volgende gevallen tijdelijk toegewezen worden :

1° indien de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;

2° in het bij artikel 39 bedoelde geval;

3° in afwachting van een benoeming in vast verband.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin hij in vast verband benoemd is.

Uiterlijk tegen het einde van de periode van twee jaar lopende vanaf de datum waarop hij aangesteld werd, wordt het personeelslid in vast verband benoemd in het selectieambt indien hij op dat ogenblik aan alle voorwaarden van artikel 40 voldoet en indien de inrichtende macht hem ervan niet heeft ontlast.

§ 2. De inrichtende macht mag geen selectieambt aan een tijdelijke toevertrouwen als ze door de bepalingen op de reffectatie verplicht is, de betrekking toe te wijzen aan een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid.

§ 3. Het tijdelijk personeelslid in een selectieambt moet aan de in artikel 51, lid 1, vastgestelde voorwaarden voldoen.

§ 4. De inrichtende macht die de betrekking niet volgens § 3 kan toewijzen, kan het selectieambt toevertrouwen aan een tijdelijke die houder is van het nodige bekwaamheidsbewijs.

§ 5. De tijdelijke aanwerving in een selectieambt neemt een einde, voor het geheel of voor een deel van de opdracht, in gemeen overleg, bij beslissing van de inrichtende macht of volgens de bepalingen van artikel 22, lid 1. Het einde van het schooljaar heeft echter geen invloed op de tijdelijke aanstelling in een selectieambt.

§ 6. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is, een personeelslid tijdelijk met een selectieambt te belasten, kan een beroep doen op een personeelslid van een andere inrichtende macht van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

Art. 43. Elke aanwerving in een selectieambt moet schriftelijk opgemaakt worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 21, behalve 7°.

Art. 44. Bij ontstentenis van een kandidaat die aan de voorwaarden voor toegang tot een selectieambt voldoet, kan de inrichtende macht de benoeming uitstellen tot een kandidaat aan de vereisten voldoet.

Hij wordt geacht aan de vereiste van artikel 40, lid 1, 1° en 2° te voldoen, bij toepassing van artikel 42, § 4, na verloop van 6 jaar.

HOOFDSTUK V. — *Bevorderingsambten*

Art. 45. De inrichtende macht kan in een vacante betrekking van een bevorderingsambt in vast verband benoemen, behalve

1° indien ze door de van toepassing zijnde bepalingen op de reffectatie en de ontstentenis van betrekking verplicht is voor deze betrekking een personeelslid aan te werven dat ter beschikking werd gesteld, of

2° indien ze deze betrekking reeds toegewezen heeft door wijziging van affectatie, overeenkomstig de in artikel 46 bepaalde voorwaarden.

Art. 46. De inrichtende macht die een vacante betrekking moet begeven, kan een wijziging van affectatie aan een van haar personeelsleden toestaan als hij titularis is van het bevorderingsambt waartoe de vacante betrekking behoort. De wijziging moet gebeuren onder de voorwaarden bepaald bij artikel 29, § 2.

Art. 47. De benoeming in vast verband en de wijziging van affectatie zijn niet toegelaten in een betrekking die deel uitmaakt van een inrichting, een afdeling, een vestiging, een graad, een cyclus of een andere onderverdeling die bij toepassing van de rationalisatieregels geleidelijk wordt gesloten, of in een betrekking die deel uitmaakt van een inrichting waarvoor de periode van betoelaging beperkt wordt.

Art. 48. De benoeming tot een bevorderingsambt kan slechts gebeuren indien de betrekking als hoofdambt wordt bekleed.

Art. 49. Niemand kan benoemd worden in een bevorderingsambt indien hij op het ogenblik van de benoeming niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° sinds minstens zes jaar in het gesubsidieerd onderwijs van dezelfde inrichtende macht vastbenoemd titularis zijn van een van de wervings-, selectie- of bevorderingsambten van de betrokken categorie;

2° een ambt uitoefenen dat een volledige opdracht in het onderwijs van de betrokken inrichtende macht omvat;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs bij artikel 2 bedoeld en bepaald door de Regering voor het wervingsambt dat tot hetzelfde onderwijsniveau en dezelfde categorie behoort als het te begeven bevorderingsambt;

4° gevolg geven aan een oproep, waarvan de plaatselijke paritaire commissie de vorm bepaalt;

5° vooraf een specifieke opleiding gevolgd hebben, gestaafd door een attest van deelname

Art. 50. § 1. Een bevorderingsambt kan tijdelijk toevertrouwd worden :

- 1° indien de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;
- 2° in het in artikel 47 bedoeld geval;
- 3° in afwachting van een benoeming in vast verband.

In die periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin hij vast benoemd is. In het geval bedoeld in lid 1, 3° en uiterlijk tegen het einde van een periode van twee jaar, wordt het personeelslid in vast verband benoemd in het bevorderingsambt indien hij op dat ogenblik aan alle voorwaarden van artikel 49 voldoet en indien de inrichtende macht hem er niet van ontlast heeft.

§ 2. De inrichtende macht mag geen bevorderingsambt aan een tijdelijke toevertrouwen als ze door de bepalingen op de reffectatie verplicht is, de betrekking toe te wijzen aan een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid.

§ 3. Het tijdelijk aangeworven personeelslid in een bevorderingsambt moet, onverminderd § 1, lid 2, aan de in artikel 49 vastgestelde voorwaarden voldoen.

De vereiste van artikel 49, 4° geldt niet voor een aanstelling met een aanvankelijke duur van ten hoogste 15 weken.

§ 4. De inrichtende macht die de betrekking niet volgens § 3 kan toewijzen, kan het bevorderingsambt toevertrouwen aan een tijdelijke, die houder is van het nodige bekwaamheidsbewijs.

§ 5. In lagere of kleuterscholen en in basisscholen met één lagere klas wordt het op grond van § 4 geworven personeelslid geacht het wervingsambt van (kleuter)onderwijzer uit te oefenen. Hij kan in dat ambt vast benoemd worden zodra hij voldoet aan artikel 30 en in het overeenstemmend bevorderingsambt vast benoemd worden zodra hij voldoet aan artikel 49, 1°.

§ 6. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is, een personeelslid tijdelijk met een bevorderingsambt te belasten, kan een beroep doen op een personeelslid van een andere inrichtende macht van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

§ 7. De tijdelijke aanwerving in een selectieambt neemt een einde, voor het geheel of voor een deel van de opdracht, in gemeen overleg, bij beslissing van de inrichtende macht of volgens de bepalingen van artikel 22, lid 1. Het einde van het schooljaar heeft echter geen invloed op de tijdelijke aanstelling in een bevorderingsambt.

Art. 51. Elke tijdelijke aanwerving in een bevorderingsambt moet schriftelijk opgemaakt worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 21, behalve 7°.

Art. 52. Bij ontstentenis van een kandidaat die aan de voorwaarden voor toegang tot een bevorderingsambt voldoet, kan de inrichtende macht de benoeming uitstellen tot een kandidaat aan de vereisten voldoet.

Hij wordt geacht aan de vereiste van artikel 49, lid 1, 1° te voldoen, bij toepassing van artikel 50, § 3, na verloop van 6 jaar.

HOOFDSTUK VI — *De dienststanden*

Afdeling 1. — Algemene Bepalingen

Art. 53. Het personeelslid bevindt zich in een van de volgende dienststanden :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° terbeschikkingstelling.

Afdeling 2. — Dienstactiviteit

Art. 54. Het personeelslid wordt steeds geacht in actieve dienst te zijn, behoudens formele bepaling die hem in een andere dienststand plaatst.

Art. 55. Het personeelslid in actieve dienst heeft recht op een weddetoelage en op de verhoging van wedde en kan van de inrichtende macht verlof bekomen onder dezelfde voorwaarden als in het Gemeenschapsonderwijs.

Het kan van de inrichtende macht verlof bekomen onder dezelfde voorwaarden als in het Gemeenschapsonderwijs.

Elk verlof waarvoor een beslissing van het bevoegde lid van de Regering of van zijn afgevaardigde nodig is om de wedde te kunnen genieten in het Gemeenschapsonderwijs, moet door de inrichtende macht die overheid ter goedkeuring worden voorgelegd.

Afdeling 3. — Non-activiteit

Art. 56. Een personeelslid bevindt zich in de stand non-activiteit onder dezelfde voorwaarden als in het Gemeenschapsonderwijs.

Afdeling 4. — Terbeschikkingstelling

Art. 57. Een personeelslid kan door zijn inrichtende macht ter beschikking gesteld worden onder dezelfde voorwaarden als in het Gemeenschapsonderwijs, met uitzondering van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, geregeld in hoofdstuk XI.

Elke terbeschikkingstelling waarvoor een beslissing van de bevoegde minister of van diens afgevaardigde nodig is voor de toekenning van de wachtwedde in het Gemeenschapsonderwijs, moet door de inrichtende macht ter goedkeuring aan dezelfde overheid worden voorgelegd.

HOOFDSTUK VII — *Ambtsneclegging*

Art. 58. De tijdelijke of in vast verband benoemde personeelsleden worden zonder opzegging van ambtswege uit hun ambt ontzet wanneer zij :

- 1° ophouden aan volgende voorwaarden te voldoen

a) Belg zijn of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Gemeenschap, behalve afwijking toegestaan door de Regering;

b) de politieke en burgerlijke rechten genieten;

c) aan de dienstplichtwetten voldoen;

2° na een veroorloofde afwezigheid, zonder geldige reden nalaten hun dienst te hervatten en gedurende een ononderbroken periode van meer dan 10 dagen afwezig blijven;

3° zonder geldige reden hun bezigheid verlaten en gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° in de gevallen verkeren waar de toepassing van de burgerlijke en strafwetten de uitoefening van hun ambt belet;

5° na afloop van de procedure weigeren, een bezigheid te staken die onverenigbaar is met de hoedanigheid van personeelslid van een officiële gesubsidieerde onderwijsinstelling;

6° in een toestand verkeren van bestendige arbeidsongeschiktheid, erkend overeenkomstig de wet of het reglement, die hen belet hun ambt op degelijke wijze uit te oefenen;

7° zonder geldige reden weigeren, nadat zij weder in dienst werden opgeroepen, de door de inrichtende macht toegewezen betrekking te bekleeden;

8° niet regelmatig aangesteld of vast benoemd zijn, in welke gevallen zij de rechten behouden, verworven in hun vroegere regelmatige stand;

9° vast benoemd worden in een ander ambt, naar rata van de uren waarvoor zij die nieuwe benoeming krijgen, tot beloop van een volledige betrekking.

Art. 59. Voor de in vast verband benoemde personeelsleden neemt de intoetening van hun ambt ook een einde:

1° door vrijwillig ontslag;

2° door oppensioenstelling wegens leeftijds grens of wegens arbeidsongeschiktheid;

3° door ontslag van ambtswege of afdanking.

Bij vrijwillig ontslag mag het personeelslid zijn dienst verlaten wanneer hij daartoe gemachtigd is of na een opzeggingstermijn van veertien dagen.

Wanneer de definitieve ambtsnederlegging de toepassing met zich brengt van artikel 10 van de wet d.d. 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, stort de Franse Gemeenschap aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de in dat artikel bepaalde bijdragen.

HOOFDSTUK VIB — Preventieve schorsing

Art. 60. § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een vastbenoemd personeelslid preventief geschorst worden:

1° als hij het voorwerp van gerechtelijke vervolging is;

2° zodra de inrichtende macht een tuchtprocedure tegen hem instelt;

3° wanneer hij beroep instelt tegen de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. De bij dit hoofdstuk geregelde preventieve schorsing is een zuiver administratieve maatregel, geen straf. Ze wordt door de inrichtende macht uitgesproken en met redenen ontleed.

Tijdens de duur van die schorsing blijft het personeelslid in actieve dienst.

§ 3. De inrichtende macht die t.a.v. een personeelslid een maatregel tot preventieve schorsing wil nemen, brengt hem hiervan in kennis en motiveert die maatregel, bij aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst. Dit schrijven verzoekt de betrokkene te verschijnen voor een of meer afgevaardigden van de inrichtende macht, op een datum bepaald op minder dan veertien dagen na het verzenden van het aangetekend schrijven.

De betrokkene wordt van zijn opdracht ontlast zodra hij dat schrijven ontvangt. Hij kan echter onverwijld verwijderd worden als hij op heterdaad betrapt is of als de hem ten laste gelegde feiten zo ernstig zijn dat het in het belang van het onderwijs wenselijk is dat hij niet meer op school aanwezig is.

Het personeelslid kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een raadsman gekozen onder de fungerende of gepensioneerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs of door een afgevaardigde van een representatieve vakvereniging, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 28 december 1984 houdende uitvoering van de wet van 13 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van hun personeel.

Binnen de 3 werkdagen volgend op de voor het verhoor bepaalde datum, deelt de inrichtende macht haar beslissing tot preventieve schorsing mee, zelfs als de betrokkene niet zelf of via zijn vertegenwoordiger gehoord werd.

Na het verhoor beschikt de inrichtende macht over 3 werkdagen om de betrokkene haar definitieve beslissing mee te delen.

De niet-verschijning van de betrokkene of van zijn vertegenwoordiger is geen bezwaar tegen de voortzetting van de procedure.

§ 4. De preventieve schorsing verwijderd een personeelslid uit zijn ambt. Ze mag niet langer dan een jaar duren en ze verstrijkt na 6 maanden als de inrichtende macht dan nog geen tuchtstraf heeft voorgesteld.

Ze moet door de inrichtende macht schriftelijk bevestigd worden om de 3 maanden na de datum waarop ze ingaat.

Die bevestiging gebeurt bij aangetekend schrijven. Bij gemis van tijdige bevestiging kan het personeelslid zijn ambt weer opnemen na mededeling hiervan, bij aangetekend schrijven, aan de inrichtende macht, ten minste 10 werkdagen voordat hij zijn ambt weer opneemt.

Na ontvangst van die mededeling kan de inrichtende macht de schorsing bevestigen volgens de hierboven beschreven procedure.

In afwijking van lid 2 kan de schorsing van een personeelslid dat gerechtelijk vervolgd wordt of beroep aangetekend heeft tegen de vaststelling van een onverenigbaarheid, verlengd worden tot de procedure afgelopen is.

Art. 61. De wedde van een preventief geschorst personeelslid dat het voorwerp is van gerechtelijke vervolging of van een tuchtprocedure wegens ernstige tekortkoming waarop hij op heterdaad betrapt is of waarvoor bewijskrachtige aanwijzingen bestaan, wordt vastgesteld op de helft van zijn activiteitswedde. Die weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde minder bedraagt dan de werkloosheidsuitkering waarop de betrokkene recht zou hebben volgens de regeling voor maatschappelijke zekerheid van de werknemers.

Art. 62. § 1. De weddevermindering bedoeld in artikel 61 wordt ingetrokken, wanneer een einde gemaakt wordt aan de preventieve schorsing behalve als de beslissing over de tuchtvordering aanleiding geeft tot schorsing of terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel, ontslag van ambtswege of afdanking of als de beslissing over het beroep ingesteld overeenkomstig artikel 17 aanleiding geeft tot definitieve ambtsneerlegging.

Als de weddevermindering ingetrokken wordt, ontvangt het personeelslid de aanvullende weddetoelage voor de duur van de schorsing.

De inrichtende macht betaalt die aanvullende toelage aan de Gemeenschap.

§ 2. Het personeelslid behoudt de bedragen die het tijdens de preventieve schorsing gefind heeft.

Art. 63. De preventieve schorsing wordt ter kennis van de Regering gebracht met het oog op de onmiddellijke uitvoering van die maatregel.

HOOFDSTUK IX. — *Tuchtregeling*

Art. 64. § 1. De in vast verband benoemde personeelsleden kunnen een van de volgende tuchtstraffen oplopen, in stijgende volgorde :

1° terechtwijzing;

2° blaam;

3° inhouding op de wedde;

4° schorsing bij tuchtmaatregel;

5° terugzetting in rang;

6° terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel;

7° ontslag van ambtswege;

8° afdanking.

Art. 65. § 1. Behoudens de precisies waarin dit artikel voorziet, worden de tuchtstraffen door de tot benoemen bevoegde overheid uitgesproken.

In de gemeentelijke inrichtingen kan het schepencollege volgende straffen uitspreken : terechtwijzing, blaam, inhouding op de wedde, schorsing bij tuchtmaatregel voor ten hoogste een maand.

In de provinciale inrichtingen heeft de bestendige deputatie dezelfde bevoegdheid.

§ 2. De beslissing een tuchtstraf uit te spreken wordt meegedeeld aan het personeelslid, dat binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van die mededeling beroep kan instellen tegen het voorstel tot tuchtstraf voor de in artikel 75 bedoelde bevoegde raad van beroep.

Het beroep schort de procedure op.

Behalve bij gerechtelijke vervolging brengt de raad van beroep een gemotiveerd advies uit.

§ 3. De overheid die bevoegd is om de straf uit te spreken, treft de definitieve beslissing binnen de maand na ontvangst van het advies.

De beslissing neemt het gemotiveerd advies van de raad over.

Ze wordt eveneens gemotiveerd als ze afwijkt van het advies of van de motivering ervan.

De overheid deelt haar beslissing mee aan de raad van beroep en aan de verzoeker.

Als ze zich niet tijdig uitsprekt, is de beslissing geacht met het advies overeen te stemmen.

Art. 66. De inhouding op de wedde wordt toegepast gedurende ten minste een maand en ten hoogste drie maanden en mag niet meer dan één vijfde van het brutobedrag van de laatste activiteitswedde of wachtwedde bedragen.

Art. 67. De schorsing bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken voor ten hoogste één jaar. Het personeelslid wordt uit zijn ambt verwijderd en geniet de helft van het brutobedrag van zijn laatste activiteitswedde of wachtwedde.

Art. 68. De terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel mag niet minder dan één jaar en niet meer dan 5 jaar duren.

Het personeelslid wordt uit zijn ambt verwijderd en geniet de eerste 2 jaren een wachtwedde gelijk aan de helft van zijn activiteitswedde. Zonder laatstgenoemd bedrag te kunnen te boven gaan wordt de wachtwedde nadien vastgesteld op het bedrag van het pensioen dat de betrokkene zou bekomen als hij voortijdig op rust gesteld werd.

Na de helft van de duur van zijn straf kan het personeelslid vragen, opnieuw in het onderwijs te worden opgenomen.

Art. 69. De inhouding op de wachtwedde of de toekenning van een wachtwedde mag niet tot gevolg hebben dat de wedde van het personeelslid minder zou bedragen dan de werkloosheidsuitkering waarop het recht zou hebben in de regeling voor maatschappelijke zekerheid van de werknemers.

Art. 70. Er mag geen strafmaatregel uitgesproken worden tenzij het personeelslid vooraf gehoord of ondervraagd werd.

Tijdens het verhoor kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, een raadsman gekozen onder de fungerende of gepensioneerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs of door een afgevaardigde van een representatieve vakvereniging, zoals bedoeld in voormeld koninklijk besluit van 28 september 1984.

Art. 71. Geen enkele straf kan uitwerking hebben tijdens de periode die het uitspreken ervan voorafgaat.

Art. 72. Behalve bij preventieve schorsing heeft een tuchtvordering t.a.v. een personeelslid de verwijdering uit zijn ambt pas tot gevolg vanaf de mededeling van de beslissing in tuchtzaken, of de betrokkene al dan niet beroep ingesteld heeft.

Art. 73. De strafvordering betreffende de feiten die het voorwerp zijn van een tuchtvordering schorst de procedure en de uitspraak in tuchtzaken op, behalve als de betrokkene op heterdaad betrapt is of als de vastgestelde feiten, in verband met de beroepswerkzaamheid, erkend werden door het personeelslid.

Ongeacht de uitkomst van de strafvordering oordeelt de bestuursoverheid over de toepassing van tuchtstraffen.

De overheid die in tuchtzaken bevoegd is, moet evenwel haar beoordeling laten afhangen van de materiële feiten vastgesteld in de strafrechtelijke beslissing.

Art. 74. De doorhaling van de tuchtstraffen gebeurt van ambtswege na :

- 1 jaar voor de terechtwijzing en de blaam;
- 3 jaar voor de inhouding op de wedde;
- 5 jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 7 jaar voor de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel.

Die termijnen gaan in op de datum van de beslissing in tuchtzaken of bij het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 65, § 3.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtstraf heeft de doorhaling tot gevolg dat er geen rekening mag worden gehouden met de doorgehaalde tuchtstraf, o.m. voor het recht op een selectie- of bevorderingsambt. De doorgehaalde tuchtstraf wordt in het dossier van het personeelslid geschrapt.

HOOFDSTUK X. — Raden van beroep

Art. 75. Na raadpleging van de representatieve groeperingen van inrichtende machten en van de representatieve groeperingen van het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zoals bedoeld in voormelde wet van 19 december 1974 en in voormeld besluit van 28 september 1984, richt de Regering raden van beroep op, bevoegd voor een of meer onderwijsniveaus.

Het besluit van de Regering tot instelling van de raden van beroep vermeldt de benaming, bevoegdheid en samenstelling van die raden.

Elke raad van beroep maakt zijn huishoudelijk reglement op, onder voorbehoud van goedkeuring door de Regering.

Art. 76. De raden van beroep omvatten :

1° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

2° een voorzitter gekozen onder de magistraten in actieve dienst;

3° een secretaris en 2 adjunct-secretarissen.

Het aantal leden van elke raad van beroep en de duur van hun mandaat worden door de Regering bepaald; elke raad omvat ten minste 4 werkende leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en 4 werkende leden die de personeelsleden vertegenwoordigen.

Er zijn 2 plaatsvervangers voor elk werkend lid.

De werkende leden en de plaatsvervangers worden door de Regering benoemd op de voordracht van de in artikel 76 bedoelde groeperingen. Bij gebrek aan overeenstemming in die groeperingen kan de Regering beslissen.

Art. 77. Zodra een zaak ingeleid is, deelt de voorzitter aan het personeelslid en aan de inrichtende macht de lijst mee van de werkende leden en plaatsvervangers.

Binnen de 10 dagen na ontvangst van die lijst kan zowel het personeelslid als de inrichtende macht de wraking van ten hoogste 3 leden vragen. Zij kunnen evenwel niet terzelfdertijd een werkend lid en zijn 2 plaatsvervangers wraken.

De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitters, de werkende leden en de plaatsvervangers kunnen geen zitting hebben in een zaak die betrekking heeft op hun echtgenoot of een bloed- of aanverwant tot en met de 4e graad.

Wanneer een lid weet dat er aanleiding toe bestaat, hem te wraken, moet hij van deelneming afzien.

Een lid kan om ontlasting verzoeken als het van oordeel is dat het ter zake morele belangen heeft of als het meent dat zijn onpartijdigheid in twijfel getrokken kan worden.

Art. 78. De partijen worden door de voorzitter onthoden binnen de 20 dagen na ontvangst van het beroep en worden door de raad gehoord. Het personeelslid kan bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, een raadsman gekozen onder de fungerende of gepensioneerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, of door een representatieve vakvereniging bedoeld in voormelde wet van 19 december 1974 en voormeld koninklijk besluit van 28 september 1984.

De inrichtende macht kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een representatieve organisatie van inrichtende machten, door een advocaat, door een raadsman gekozen onder de vertegenwoordigers van de inrichtende machten of door een afgevaardigde van een vereniging die de belangen van deze inrichtende machten behartigt.

Bij aanhoudende niet-verschijning van de regelmatig onthoden partij of van haar raadsman spreekt de raad van beroep zich geldig uit op een 2e vergadering.

Tussen beide vergaderingen moeten ten minste 5 dagen verlopen.

De raad van beroep kan een aanvullend onderzoek gelasten en getuigen horen voordat hij zich uitsprekt.

Art. 79. De raad van beroep kan zich maar uitspreken als ten minste 2 leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en 2 leden die de personeelsleden vertegenwoordigen, aanwezig zijn. De leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en de leden die het personeel vertegenwoordigen moeten in gelijk aantal zijn om te kunnen stemmen. Desnoods wordt de pariteit hersteld door de uitloting van een of meer leden.

Als het in vorig lid bedoelde quorum niet bereikt wordt, belegt de voorzitter een nieuwe vergadering binnen de 2 weken. Op die vergadering kan beslist worden, ongeacht het aantal aanwezigen.

Het advies wordt verstrekt na geheime stemming, bij meerderheid van de stemmen. In geval van staking van stemmen is die van de voorzitter beslissend.

Het advies van de raad wordt meegedeeld aan de partijen, bij aangetekend schrijven, binnen de 5 dagen na de vergadering waarop het verstrekt werd. Het is met redenen omkleed.

Art. 80. De werkingskosten van de raad van beroep komen ten laste van de Franse Gemeenschap.

De Regering bepaalt de vergoedingen waarop de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitters aanspraak hebben.

HOOFDSTUK XI. — *Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst*

Art. 81. Een vastbenoemd personeelslid kan ter beschikking gesteld worden wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst.

Art. 82. De terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst moet door de inrichtende macht de Regering ter goedkeuring voorgelegd worden.

Vooraf deelt de inrichtende macht het personeelslid een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst mee.

Binnen een termijn van twintig dagen met ingang van die kennisgeving kan het personeelslid beroep aantekenen tegen dat voorstel voor de in artikel 75 bedoelde bevoegde raad van beroep, met toepassing van de in de artikelen 77 tot 79 bepaalde procedure.

Het beroep is opschortend.

Art. 83. Het wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst ter beschikking gestelde personeelslid geniet een wachtwede berekend op grond van de in het Gemeenschapsonderwijs van toepassing zijnde bepalingen.

Art. 84. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de inrichtende macht haar de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst ter goedkeuring voorlegt.

HOOFDSTUK XII. — *De paritaire commissies**Afdeling 1. — Algemeenheden*

Art. 85. Na raadpleging van de meest representatieve groeperingen van inrichtende machten en van de groeperingen van het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs, bedoeld bij de wet van 19 december 1974, tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, en het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984 ter uitvoering van bovenvermelde wet, stelt de Regering :

1° een centrale paritaire commissie in, bevoegd voor alle onderwijsniveaus;

2° paritaire commissies in, bevoegd voor een of meer onderwijsniveaus;

3° plaatselijke paritaire commissies in, bevoegd voor een of meer onderwijsniveaus.

Het besluit van de Regering tot instelling van een paritaire commissie vermeldt de benaming, de bevoegdheid en de samenstelling ervan.

Art. 86. De beslissingen van de in artikel 85, lid 1, 1° en 2° bedoelde paritaire commissies kunnen op hun verzoek, bij besluit van de Regering bindend verklaard worden.

Indien de Regering van oordeel is dat ze er geen gevolg kan aan geven, deelt ze de commissie de redenen mede.

Art. 87. De door de plaatselijke paritaire commissies genomen aanvullende regels mogen niet afwijken van de regels van dit decreet of van de aanvullende regels vastgesteld door de centrale paritaire commissies en bindend verklaard bij besluit van de Regering.

Overigens mogen de door de plaatselijke paritaire commissies genomen aanvullende regels bindend verklaard worden indien ze door een beslissing van de gemeenteraad of van de bestendige deputatie, naar gelang van het geval, worden goedgekeurd.

Afdeling 2. — Centrale paritaire commissies

Art. 88. Het algemeen reglement van de paritaire commissies wordt door de Regering opgemaakt.

Elke commissie stelt haar huishoudelijk reglement op, onder voorbehoud van goedkeuring door de Regering van de Gemeenschap.

Art. 89. De paritaire commissies worden samengesteld uit :

1° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van de personeelsleden;

2° een voorzitter en een ondervoorzitter;

3° referendarissen, wier opdracht het is de commissie raadgevingen te geven;

4° een secretaris en een adjunct-secretaris.

Het aantal leden van elke paritaire commissie en de duur van hun mandaat worden door de Regering vastgesteld.

De voorzitter, de ondervoorzitter, de referendarissen, de secretaris, de adjunct-secretaris zijn niet stemgerechtigd.

Elke commissie onvat ten minste zes werkende leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en zes werkende leden die het personeel vertegenwoordigen.

De vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van de personeelsleden mogen bijgestaan worden door technische adviseurs wier maximaal aantal door het in artikel 88 bedoelde huishoudelijk reglement vastgesteld wordt.

Art. 90. De werkende leden en plaatsvervangers van de paritaire commissies worden door de Regering benoemd op voordracht van de in artikel 85 bedoelde groeperingen. Bij gebrek aan akkoord tussen deze groeperingen bepaalt de Regering van de Gemeenschap het aantal mandaten dat aan ieder wordt toegewezen.

De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Regering gekozen onder de personen die onafhankelijk staan t.o.v. de belangen waarvan de commissie kennis kan krijgen.

De referendarissen, secretarissen en adjunct-secretarissen worden door de Regering benoemd. Het uitoefenen van de ambten van voorzitter en ondervoorzitter is onverenigbaar met het uitoefenen van een parlementair mandaat.

Art. 91. De paritaire commissies hebben voornamelijk als opdracht, elk in haar werkingsfeer

1° over de algemene arbeidsvoorwaarden te beraadslagen;

2° elk geschil dat kan rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die onder de toepassing van dit decreet vallen, te voorkomen of bij te leggen;

3° voor het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs regels op te stellen ter aanvulling van de statutaire bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan;

4° adviezen uit te brengen over alle vragen betreffende de organisatie, de verdediging en de bevordering van het officieel onderwijs.

Art. 92. De beslissingen van de paritaire commissies worden genomen met eenparigheid van stemmen in elke groep met de meerderheid van de leden aanwezig zijn.

Indien de eenparigheid niet kan worden bereikt of indien geen meerderheid in elke groep aanwezig is wordt een nieuwe vergadering van de commissie binnen de veertien dagen belegd.

In dat geval worden de beslissingen geldig genomen op voorwaarde dat ze twee derde van de uitgebrachte stemmen van de aanwezige leden in elke groep bekomen.

Voor de toepassing van de leden 1 tot 3 worden de blanco stemmen en de onthoudingen niet meegeteld.

Afdeling 3. — Plaatselijke paritaire commissies

Art. 93. Het algemeen reglement van de plaatselijke paritaire commissies wordt door een besluit van de Regering vastgesteld.

Elke commissie maakt haar huishoudelijk reglement op.

Art. 94. De plaatselijke paritaire commissies omvatten :

1° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende macht en van de personeelsleden;

2° een voorzitter en een ondervoorzitter;

3° een secretaris en een adjunct-secretaris.

De samenstelling en de werkingwijze van die commissies worden door de Regering vastgesteld.

In het provinciaal onderwijs worden deze commissies voorgezeten door de afgevaardigde van de bestendige deputatie van de provincieraad, in het gemeentelijk onderwijs door de burgemeester of zijn afgevaardigde.

De ondervoorzitter wordt onder de vertegenwoordigers van de personeelsleden gekozen.

Art. 95. De plaatselijke paritaire commissies hebben voornamelijk als opdracht, elk in haar werkingssfeer :

1° over de algemene arbeidsvoorwaarden te beraadslagen.

2° elk geschil dat kan rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende macht en de leden van haar personeel die onder de toepassing van dit decreet ressorteren, te voorkomen of bij te leggen.

3° voor het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs regels op te maken ter aanvulling van de statuusbepalingen van dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan en van de aanvullende regels vastgesteld door de door de Regering verplicht gemaakte communautaire paritaire commissies;

4° adviezen uit te brengen over alle vragen betreffende de organisatie, de verdediging en de bevordering van het officieel onderwijs;

5° de beroepen ingediend door de in artikel 30, lid 2 bedoelde tijdelijke personeelsleden te onderzoeken.

Art. 96. De beslissingen van de plaatselijke paritaire commissies worden genomen bij eenparigheid van de aanwezige leden; in elke groep moet de meerderheid van de leden aanwezig zijn.

Als er geen eenparigheid is of als de meerderheid van de leden in elke groep niet aanwezig zijn, komt de commissie binnen de twee weken opnieuw bijeen.

De beslissingen worden dan geldig genomen mits ze goedgekeurd worden door twee derde van de aanwezige leden in elke groep.

Voor de toepassing van de leden 1 tot 3 komen blanco stemmen en onthoudingen niet in aanmerking.

Afdeling 4 — Toezicht over de uitvoering van de bindend verklaarde beslissingen - Strafmaatregelen

Art. 97. § 1. De uitvoering van de overeenkomstig artikel 86 bindend verklaarde beslissingen wordt, onverminderd de plichten van de officiers van gerechtelijke politie, gecontroleerd door personeelsleden die de Regering aanwijst.

§ 2. Bij overtreding maken de in § 1 bedoelde personeelsleden processen-verbaal op die zij aan de bevoegde Procureur des Konings overzenden en waarvan een afschrift binnen de acht dagen aan de overtreder gezonden wordt bij aangetekend schrijven, dat alles op straffe van nietigheid.

§ 3. De in § 1 bedoelde personeelsleden hebben vrije toegang tot de lokalen waar de personeelsleden hun opdracht vervullen.

De inrichtingshoofden en de leden van het administratief personeel moeten hun de inlichtingen bezorgen die voor hun opdracht vereist zijn.

§ 4. Elke overtreding van de beslissingen, bindend verklaard overeenkomstig artikel 8, wordt bestraft met een boete van 100 tot 100 000 fr. De boete wordt zo dikwijls opgelopen als er personen tewerkgesteld werden in overtreding van die beslissingen, zonder dat de totale boete meer dan 200 000 fr. mag bedragen.

De in vorig lid bedoelde straffen gelden voor elk personeelslid dat dezelfde bepalingen overtreedt.

§ 5. De inrichtende machten, de inrichtingshoofden, de leden van het onderwijzend en administratief personeel die het krachtens dit decreet ingesteld toezicht belemmeren, lopen een boete van 26 tot 100 fr. op, onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van de straffen opgelegd bij de artikelen 269-274 van het Strafwetboek.

§ 6. Wordt gestraft met een boete van 100 tot 100 000 fr. al wie tijdens een onderzoek van de controledienst onjuiste verklaringen aflegt om bedoelde dienst te misleiden.

§ 7. De inrichtende machten zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten opgelegd ten laste van hun inrichtingshoofden.

HOOFDSTUK XIII. — Niet-tegenwerpbaarheid van met het statuut strijdige bepalingen

Art. 98. Elke bepaling van een aanstellingsakte of arbeidsreglement, strijdig met bindende wetbepalingen, o.m. die van de artikelen 12bis, § 1, en 35 van de wet van 29 mei 1959, tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, met dit decreet of met de aanvullende regels vastgesteld door de bevoegde paritaire commissies, is niet-tegenwerpbaar.

HOOFDSTUK XIV. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slothepalingen*

Art. 99. Op het aan dit decreet onderworpen personeel zijn :

1° de artikelen 150 tot 152 van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 24 mei 1991;

2° de artikelen 30, 74, 75 en 76 van de op 20 augustus 1957 gecoördineerde wetten op het lager onderwijs niet meer van toepassing.

Art. 100. § 1. De vóór de inwerkingtreding van dit decreet vastbenoemde en met hen gelijkgestelde gesubsidieerd personeelsleden worden beschouwd als in vast verband benoemd, zoals bedoeld in dit decreet.

§ 2. De gesubsidieerde personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit decreet tijdelijk een vacante betrekking in een wervingsambt bekleeden, kunnen in vast verband benoemd worden op de 1e dag van de 3e maand na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, mits zij op de benoemingsdatum voldoen aan artikel 30, behalve 8° en 10°, en gedurende 2 jaren een gesubsidieerde betrekking bekleed hebben.

De in § 1 bedoelde benoeming geldt slechts voor de vacante betrekking die, op grond van de vigerende reglementering, niet meer kan begeven worden door reffectatie van een personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

De in deze § 2 bedoelde personeelsleden die het voordeel van lid 1 niet genoten, valoriseren hun anciënniteit bij de inrichtende macht volgens de berekening in artikel 34 mits zij overeenkomstig artikel 24, § 1 bij de inrichtende macht prioritair zijn.

§ 3. De personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit decreet tijdelijk een vacante betrekking in een selectieambt bekleeden kunnen in vast verband benoemd worden in dat ambt mits zij voldoen aan de vereisten van artikel 40, lid 1, 1° en de lichamelijke geschiktheid bezitten vereist bij artikel 30, 1e lid, 6°.

De in § 1 bedoelde personeelsleden kunnen slechts benoemd worden in een betrekking die krachtens de reglementering niet meer toegankelijk is door reffectatie of wedertewerkstelling van een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid. In afwijking van artikel 42, § 1, 3°, kunnen de in dit lid bedoelde personeelsleden in afwachting van die benoeming het ambt dat hen tijdelijk toegewezen werd blijven uitoefenen.

§ 4. De gesubsidieerde personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit decreet tijdelijk een vacante betrekking in een bevorderingsambt bekleeden, kunnen in dat ambt vast benoemd worden zodra zij voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 49, en voldoen aan de vereisten van art. 30, lid 1, 6°, qua lichamelijke geschiktheid.

De in § 1 bedoelde benoeming geldt slechts voor de vacante betrekking die, op grond van de vigerende reglementering, niet meer kan begeven worden door reffectatie van een personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking in het gesubsidieerd onderwijs. In afwijking van artikel 50, § 1, 3° kunnen de in lid 1 bedoelde personeelsleden in afwachting van die benoeming, het ambt dat hun tijdelijk toegewezen werd blijven uitoefenen.

§ 5. De plaatselijke paritaire commissies bepalen de voorwaarden voor maanmerkingneming van de diensten verstrekt vóór de inwerkingtreding van dit decreet als gesubsidieerde contractueel, tewerkgestelde werkloze, bijzonder tijdelijk kader, stagiair nationale opvoeding of gemeenschapsonderwijs.

§ 6. De gesubsidieerde personeelsleden benoemd als stagiair in het onderwijs voor sociaal-culturele promotie vóór de inwerkingtreding van dit statuut worden geacht vast benoemd te zijn op de 1e dag van de maand na de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 7. In afwijking van artikel 29, § 1, behouden de personeelsleden die op 1 januari 1995 een wervingsambt in vast verband uitoefenen in twee inrichtende machten ontstaan door de splitsing van de provincie Brabant, gedurende 3 opeenvolgende schooljaren, vanaf 1994-1995, de mogelijkheid om op hun verzoek een prioritaire wijziging van affectatie te bekomen in een van die 2 inrichtende machten.

Die wijziging wordt hun toegestaan in elke vacante betrekking van hetzelfde ambt, beschikbaar nadat de inrichtende macht die ze ontvangt, voldaan heeft aan haar verplichtingen inzake reffectatie van haar personeelsleden.

Art. 101. In afwachting van de uitvoering van artikel 12bis, § 2 van de wet van 29 mei 1959 worden de tot de inwerkingtreding van dit decreet vereiste en voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen beschouwd als bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2.

Art. 102. Dit decreet treedt op 1 januari 1995 in werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 6 juni 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Openbaar Ambt, Kinderzorg en Gezondheidszorg,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Ph. MAHOUX